

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1953 No. 133

A. TITEL

Conventie gesloten tussen de Spaanse Staat, de Franse Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, en de Italiaanse Republiek houdende herziening van de Internationale Rechtspraak in de Zone van Tanger; Tanger, 10 November 1952

B. TEKST

**CONVENTION
RELATIVE A LA REFORME DE LA JURIDICTION
INTERNATIONALE DE LA ZONE DE TANGER**

Le gouvernement de l'Etat espagnol, le gouvernement de la République française, le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le gouvernement de la République italienne, Parties contractantes à la Convention du 18 décembre 1923 telle qu'elle a été amendée par l'Accord du 25 juillet 1928, désireux de réformer la juridiction internationale de la zone de Tanger organisée par ladite Convention et ledit Accord, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le gouvernement de l'Etat espagnol:

M. Cristobal del Castillo y Campos, ministre plénipotentiaire, consul général d'Espagne à Tanger.

Le gouvernement de la République française:

M. François de Panafieu, ministre plénipotentiaire, consul général de France à Tanger.

Le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

M. Thomas G. A. Muntz, ministre plénipotentiaire, consul général de Sa Majesté britannique à Tanger.

Le gouvernement de la République italienne:

M. Francesco Macchi di Cellere, ministre plénipotentiaire, consul général d'Italie à Tanger.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Article premier

Le texte de l'article 48 de la Convention du 18 décembre 1923 telle qu'elle a été amendée par l'Accord du 25 juillet 1928 est remplacé par le texte ci-après:

Une juridiction internationale est chargée d'administrer la justice aux ressortissants des puissances étrangères, ainsi qu'aux sujets marocains dans les cas prévus par l'annexe au dahir chérifien du 16 février 1924 sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger tel qu'il a été amendé par le dahir du 26 décembre 1928.

Les relations des autorités judiciaires de la zone française ou de la zone espagnole avec la juridiction internationale de Tanger continuent à être réglées par l'Accord du 29 décembre 1916 touchant les rapports entre les autorités judiciaires de ces deux zones.

SECTION I

Composition de la Juridiction Internationale de Tanger

Article 2

La juridiction internationale de Tanger comprend:

- une cour d'appel,
- un tribunal de première instance civil et correctionnel,
- un tribunal criminel,
- un tribunal de paix et de simple police.

Auprès de cette juridiction, un parquet assure les fonctions attribuées par les codes et lois de la zone de Tanger au ministère public.

Elle est assistée par le service du secrétariat-greffe et par celui de l'interprétariat.

Article 3

La juridiction internationale de Tanger se compose de douze juges affectés au siège et de deux procureurs affectés au parquet.

Le siège comprend: deux juges espagnols, deux juges français, un juge belge, un juge britannique, un juge des Etats-Unis d'Amérique, un juge italien, un juge marocain, un juge néerlandais, un juge portugais et un juge suédois.

Les deux procureurs sont l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française.

Tous ces magistrats sont nommés par dahir de S.M. chérifienne à la demande du Comité de contrôle, sur présentation de leur gouvernement respectif et, en ce qui concerne le magistrat marocain, du Mendoub de S.M. chérifienne à Tanger.

Article 4

Ces magistrats doivent présenter toutes les conditions requises pour bien remplir leur fonctions, appartenir ou avoir appartenu, autant que possible, aux cadres de la magistrature de leur pays et connaître couramment au moins une des langues judiciaires prévues à l'article 54 de la présente Convention.

Ils doivent, en dehors de leurs congés, résider à Tanger.

Il leur est interdit de remplir d'autres charges ou fonctions que celles qu'ils reçoivent dans la juridiction internationale et d'exercer une activité rétribuée incompatible avec celle qui leur incombe dans cette juridiction.

Il leur est également interdit d'appartenir à des associations politiques, quelles qu'elles soient et de participer à des manifestations politiques.

Tout magistrat qui manque à ses devoirs professionnels compromet la dignité de ses fonctions ou porte atteinte au prestige de la magistrature peut être révoqué par dahir de S.M. chérifienne, après avis de l'Assemblée générale des magistrats prévue à la section VIII de la présente Convention, et à la demande, soit du Comité de contrôle, décidée à l'unanimité de ses membres, soit du gouvernement ou du Mendoub sur la présentation duquel il a été nommé.

Article 5

Tous les magistrats sont „pares inter pares” et l'attribution de leurs fonctions dans les différents organismes de la juridiction internationale n'implique aucune différence hiérarchique entre eux.

Ils reçoivent un traitement égal, dont le chiffre est fixé par le Comité de contrôle.

Ils jouissent de tous les avantages accordés aux hauts fonctionnaires de la zone de Tanger, notamment du bénéfice de la caisse de prévoyance.

Leurs congés, qui ne peuvent dépasser deux mois et demi par an, voyage à l'étranger compris, leur sont accordés, compte tenu des nécessités de leur service, par l'Assemblée générale des magistrats.

Article 6

Avant d'entrer en fonctions, les magistrats prêtent, devant l'Assemblée générale des magistrats siégeant en audience publique et solennelle, le serment suivant:

„Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat de la juridiction internationale de Tanger.”

Les magistrats auxquels le serment est interdit par leurs convictions religieuses font la déclaration suivante:

„Je promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder scrupuleusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat de la juridiction internationale de Tanger.”

SECTION II

La Cour d'Appel

Article 7

La cour d'appel est composée de deux magistrats permanents, l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française, et de deux magistrats non permanents appartenant à deux autres nationalités.

Les deux magistrats non permanents sont désignés parmi les juges du siège, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la juridiction internationale et, en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge, pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle ils prennent, au tribunal de première instance ou au tribunal de paix et de simple police, les fonctions que l'assemblée générale des magistrats leur assigne.

La cour d'appel siège avec trois magistrats. Ses décisions sont prises à la majorité.

Sa composition aux audiences est fixée d'un commun accord entre tous ses membres, suivant les nécessités du service, de telle sorte que les quatre magistrats qui en font partie siègent, dans la mesure du possible, durant des périodes sensiblement égales. En cas de désaccord à ce sujet, l'Assemblée générale des magistrats prend toute décision utile.

Article 8

La présidence de la cour d'appel est exercée par chacun des juges de la cour, à tour de rôle, par roulement annuel, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la juridiction internationale, et en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président en exercice est remplacé par le magistrat de la cour le plus ancien et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé.

Article 9

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, la cour d'appel s'adjoit deux jurisconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces jurisconsultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée générale des magistrats dans sa séance de la première semaine d'octobre et choisis sur une liste de huit noms établie par le Mendoub de S.M. chérifienne à Tanger.

SECTION III

Le Tribunal de Première Instance

Article 10

Le tribunal de première instance se compose de sept membres, dont un président, un vice-président et un juge d'instruction, désignés pour un an par l'assemblée générale des magistrats dans sa séance de la première semaine du mois d'octobre.

L'attribution des fonctions de président et de vice-président est faite, par roulement annuel, en fonction de l'ancienneté des magistrats du tribunal auprès de la juridiction internationale et, en cas d'égale ancienneté, en fonction de leur âge.

Le tribunal siège toujours avec trois magistrats et ses décisions sont prises à la majorité.

Article 11

Une section du tribunal connaît des instances en matière civile, commerciale et administrative.

Une autre section, dont ne pourra pas faire partie le juge d'instruction, connaît des instances en matière correctionnelle.

Ces sections sont présidées, l'une par le président, l'autre par le vice-président du tribunal.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président ou le vice-président sont remplacés par le magistrat du tribunal le plus ancien et, en cas d'égale ancienneté, entre plusieurs magistrats, par le plus âgé.

Article 12

Sur les affaires de la compétence de la chambre des mises en accusation, il est statué par trois magistrats comprenant le président ou le vice-président et deux membres du tribunal de première instance à l'exception du juge d'instruction.

Article 13

En cas de nécessité, la composition des sections du tribunal ou de la chambre des mises en accusation peut être complétée par le pré-

sident du tribunal de paix et même, à titre tout à fait exceptionnel, par l'un des membres de la cour d'appel.

Article 14

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, le tribunal s'adjoint deux jurisconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces jurisconsultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'assemblée générale des magistrats dans sa séance de la première semaine d'octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par le Mendoub de S.M. chérifienne à Tanger.

SECTION IV

Le Tribunal Criminel

Article 15

Le tribunal criminel est composé d'un magistrat de la cour d'appel, président, de deux magistrats du tribunal de première instance n'ayant ni pris part à l'instruction de l'affaire, ni connu de cette dernière à la chambre des mises en accusation, et d'un jury de six membres tirés au sort, dans les conditions fixées par les articles 200 et suivants du code de procédure criminelle.

Lorsqu'il y a un seul accusé, ou lorsque tous les accusés ont la même nationalité, le jury doit comprendre trois membres de la nationalité de l'accusé et trois membres ayant une nationalité différente.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés de nationalités différentes, le jury est composé de la façon suivante:

Si les accusés appartiennent à deux nationalités différentes, le jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à trois nationalités différentes, le jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à quatre nationalités différentes, le jury comprend un membre de chacune de ces nationalités et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à cinq nationalités différentes, le jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et un membre d'une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à six nationalités différentes, le jury comprend un membre de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à plus de six nationalités différentes, le sort déterminera les nationalités auxquelles devront appartenir les jurés et qui seront obligatoirement celles de six des accusés.

Dans le cas où il n'existe pas de liste spéciale pour la nation à laquelle appartient l'accusé, celui-ci peut désigner celle des listes nationales prévues par l'article 186 nouveau du code de procédure criminelle sur laquelle il désire que soient tirés au sort les membres

du jury qui, en vertu des dispositions précédentes, devraient avoir la même nationalité que lui. Vingt jours au moins avant l'ouverture de la session, le Président lui adresse notification d'avoir à lui faire connaître son choix dans le délai de quarante-huit heures après cette notification. Faute par l'accusé d'user de ce droit dans ce délai, le jury est composé de six membres de nationalités différentes tirés au sort sur la liste générale des jurés dans les conditions fixées aux articles 200 et suivants du code de procédure criminelle.

Article 16

Les magistrats et les jurés délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé. Leur décision à ce sujet est prise à la majorité des voix.

L'application de la peine est faite par les magistrats seuls, leur décision étant prise à la majorité.

Article 17

Les jugements rendus par le tribunal criminel sont susceptibles de recours devant la cour d'appel, mais seulement pour incompétence, excès de pouvoirs, omission des formes légales substantielles, violation des droits de la défense, défaut de motifs, fausse application, fausse interprétation ou violation de la loi.

Ce recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans le délai de quinze jours francs à compter du prononcé du jugement.

Lorsque la cour d'appel infirme la décision qui lui a été déférée, elle renvoie l'affaire à une audience ultérieure, aussi rapprochée que possible, pour être jugée par la même cour qui s'adjoit un nouveau jury comprenant exclusivement des membres n'ayant pas siégé au tribunal criminel.

Ce nouveau jury est composé et tiré au sort conformément aux dispositions de l'article 15 de la présente Convention.

SECTION V

Le Tribunal de Paix et de Simple Police

Article 18

Le tribunal de paix et de simple police est composé d'un juge unique désigné chaque année par l'assemblée générale des magistrats et qui reçoit le titre de „président du tribunal de paix et de simple police”.

Article 19

Lorsque l'encombrement du rôle du tribunal de paix et de simple police l'exige, l'assemblée générale des magistrats peut désigner pour seconder le juge unique prévu à l'article précédent, un magistrat du tribunal de première instance, ou, en cas de nécessité absolue, soit un avocat inscrit au tableau de l'ordre de Tanger, soit un notable

présentant toute garantie d'honorabilité et de capacité. Ce dernier a droit à une rémunération dont le montant sera fixé par une loi.

SECTION VI

Le Parquet

Article 20

Le parquet est composé des deux procureurs qui exercent l'action publique et sont les chefs de la police judiciaire.

Il représente, par délégation de S.M. chérifienne, l'administration de la zone auprès de la juridiction internationale.

Le ministère public adresse tous réquisitoires utiles au juge d'instruction en vue de l'ouverture, de la marche et de la clôture des informations judiciaires. Il a qualité pour former opposition aux ordonnances du juge d'instruction.

Article 21

A tour de rôle, en commençant par le plus ancien et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé, chacun des deux procureurs représente pendant un an, avec le titre de chef du parquet, le ministère public auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la zone de Tanger.

Ces deux magistrats s'entendent sur la répartition des affaires entre eux et la représentation du parquet auprès de la cour d'appel, des deux sections du tribunal de première instance, de la chambre des mises en accusation et du tribunal criminel. En cas de difficulté à ce sujet, l'assemblée générale des magistrats prend toute décision utile.

Article 22

Les deux procureurs se remplacent mutuellement et de plein droit en cas d'absence, de maladie ou d'empêchement de l'un d'eux.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement des deux procureurs à la fois, l'assemblée générale des magistrats désigne un magistrat du siège pour remplir leurs fonctions par intérim.

Article 23

Le président de la cour d'appel et le chef du parquet doivent être de nationalités différentes. Si, par application des dispositions des articles précédents, l'éventualité d'une attribution de ces deux postes à des magistrats de même nationalité se présentait, le choix serait fait en faveur du président de la cour d'appel.

Article 24

Les fonctions du ministère public près le tribunal de paix et de simple police sont exercées sous le contrôle et l'autorité du parquet, par un commissaire de police, désigné par l'administrateur de la zone et agréé par le chef du parquet.

Article 25

L'administrateur adjoint chargé des services judiciaires, agissant au nom de l'administrateur, peut demander au chef du parquet des renseignements et, le cas échéant, lui adresser des recommandations.

L'administrateur de la zone devra en informer le comité de contrôle.

Les procureurs doivent tenir compte dans leurs réquisitions écrites des recommandations de l'administrateur adjoint, mais peuvent verbalement à l'audience présenter et soutenir leurs opinions personnelles.

SECTION VII

Exécution des décisions judiciaires — Revision Mesures gracieuses

Article 26

L'exécution des jugements et arrêts en matière pénale appartient au parquet.

L'administrateur adjoint de la zone chargé des services judiciaires veille à l'exécution de ces jugements et arrêts. A cet effet, il en reçoit un extrait et est tenu au courant de leur exécution par le parquet. Il peut attirer l'attention de ce dernier sur des carences ou des manquements dans cette exécution.

Article 27

S.M. chérifienne conserve le droit de remettre ou de commuer en peines plus légères les peines criminelles, correctionnelles ou de police prononcées par la juridiction internationale. Les décisions gracieuses interviennent sur l'avis du président de la cour d'appel, du magistrat du parquet qui a connu de l'affaire et de l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires.

Le recours est présenté par le condamné par l'intermédiaire de son avocat, à la direction des services judiciaires qui le transmet au chef du service du parquet pour que soient recueillis les avis prévus ci-dessus.

Article 28

Eu égard au caractère de la juridiction internationale de Tanger, les jugements définitifs, ainsi que les commissions rogatoires, des tribunaux des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont exécutoires de plein droit dans la zone de Tanger à l'encontre des justiciables de cette juridiction, à condition que ces décisions ne soient pas contraires à l'ordre public de la zone.

Toutefois, en ce qui concerne les jugements, une demande d'exequatur devra être présentée à la cour d'appel.

L'assemblée générale des magistrats détermine, dans un règlement, les conditions de vérification de l'authenticité et de la régularité des jugements et commissions rogatoires d'après les lois du pays où ils ont été rendus.

SECTION VIII

L'Assemblée Générale des Magistrats

Article 29

Les quatorze magistrats composant la juridiction internationale se réunissent en assemblée générale au moins une fois tous les trois mois et plus souvent si cela est nécessaire.

Les deux procureurs peuvent exprimer leur opinion sur toutes les questions, mais n'ont pas le droit de vote.

Cette assemblée désigne, parmi ses membres, dans les conditions qu'elle détermine, un délégué qui préside ses réunions, la convoque chaque fois qu'il le juge utile et représente la juridiction internationale auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la zone.

Article 30

Chaque année, dans la première semaine du mois d'octobre, cette assemblée effectue entre ses membres, à l'exception des deux procureurs et des deux magistrats permanents de la cour d'appel, l'attribution, dans les conditions fixées par la présente Convention, des fonctions de juges non permanents à la cour, de président, de vice-président, juge d'instruction et juges au tribunal de première instance et de président du tribunal de paix et de simple police. Elle veille, en outre, à l'exécution des dispositions de l'article 8 de la présente Convention, relatives à la présidence de la cour d'appel.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque d'un magistrat du siège ou du parquet, cette assemblée se réunit sans délai et, au besoin, d'office, pour désigner un remplaçant provisoire au magistrat empêché.

Article 31

Outre les attributions qui lui sont dévolues par les autres dispositions de la présente Convention, l'assemblée générale des magistrats assume les fonctions suivantes:

elle fixe les jours et heures des audiences du tribunal de paix et de simple police, du tribunal de première instance et de la cour d'appel, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux du secrétariat-greffe et de l'interprétariat;

elle veille à la bonne organisation intérieure de la juridiction internationale et à la discipline des magistrats; détermine le costume et les insignes que doivent porter ces derniers dans l'exercice de leurs fonctions; fixe, en considération des nécessités du service, l'ordre et la durée des congés des magistrats et prend toute décision utile à ce sujet;

elle organise, si les conditions de bon fonctionnement de la juridiction le permettent, un service de vacations;

elle effectue, dans les conditions prévues par le statut du personnel du secrétariat-greffe et de l'interprétariat, les nominations, promotions et avancement de ce personnel et exerce sur celui-ci, dans les mêmes conditions, l'action disciplinaire; aux réunions de l'assemblée générale des magistrats relatives à ces objets participe l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires; celui-ci peut exprimer son opinion sur toutes les questions, mais n'a pas le droit de vote;

elle prépare, avec la même participation de l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires, le budget de la juridiction internationale;

elle effectue, dans la limite des crédits budgétaires, l'achat des ouvrages de droit, des périodiques et des fournitures de bureaux nécessaires, ainsi que la nomination des chaouchs, concierges et hommes de peine.

Article 32

Les décisions de l'assemblée générale des magistrats sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, celle du magistrat le plus ancien à la juridiction internationale et, en cas d'ancienneté égale, celle du magistrat le plus âgé est prépondérante.

SECTION IX

Le Secrétariat-Greffe et l'Interprétariat

Article 33

Le service du secrétariat-greffe de la juridiction internationale est dirigé, sous l'autorité de cette juridiction, par un secrétaire-greffier en chef, assisté de six secrétaires-greffiers, ainsi que de secrétaires-greffiers adjoints, commis-greffiers, commis-greffiers adjoints et dames-employées dont le nombre sera fixé par une ordonnance du comité de contrôle portant statut du personnel du secrétariat-greffe.

Article 34

Les agents du secrétariat-greffe doivent appartenir à l'une ou l'autre des nationalités visées au deuxième paragraphe de l'article 3 de la présente Convention.

Le secrétaire-greffier en chef et les six secrétaires-greffiers sont nommés et, le cas échéant, licenciés ou révoqués par dahir de S.M. chérifienne, sur la proposition de l'assemblée générale des magistrats et à la demande du comité de contrôle. Les autres agents sont nommés par ordonnance du comité de contrôle sur proposition de l'assemblée générale des magistrats.

Article 35

Le service du secrétariat-greffe assure le secrétariat de la cour d'appel, du tribunal de première instance, du tribunal de paix et du parquet.

Il comprend en outre:

un bureau de notifications et d'exécutions judiciaires;

un bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires;

un bureau du notariat;

la caisse judiciaire.

L'attribution entre les agents du secrétariat-greffe des fonctions incombant à ce service fait l'objet de décisions de l'assemblée générale des magistrats.

Article 36

Le personnel du bureau des notifications et d'exécutions judiciaires est chargé de faire les sommations, mises en demeure, constats, protêts et autres actes judiciaires. Il procède en outre à l'exécution de toutes les décisions de la juridiction internationale jusqu'à et y compris la vente des meubles ou immeubles saisis.

Article 37

Le personnel du bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires assure les fonctions de syndic des faillites, liquidateur judiciaire, liquidateur de sociétés, séquestre des biens litigieux, curateur à succession vacante et, d'une manière générale, toutes missions de gestion, de liquidation ou de conservation n'entrant pas dans les attributions notariales.

La juridiction internationale peut en outre adjoindre aux agents de ce bureau d'autres mandataires dans les cas où l'intervention de techniciens sera jugée nécessaire.

Article 38

En cas d'absence ou d'empêchement, un agent des secrétariats, des bureaux ou de la caisse visés à l'article 35, pourra être remplacé temporairement, s'il est nécessaire, par décision de l'assemblée générale des magistrats qui désignera un agent d'un autre secrétariat ou d'un autre bureau.

Article 39

Le bureau du notariat sera chargé de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et d'en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des expéditions.

L'organisation de ce bureau et les conditions dans lesquelles seront reçus les actes notariés et délivrées des expéditions et des copies de ces actes seront fixées par une ordonnance du comité de contrôle.

Le fonctionnement du bureau du notariat est placé sous la surveillance des magistrats du parquet, sans préjudice des dispositions de l'article 43 ci-dessous.

Article 40

En cas de nécessité, l'assemblée générale des magistrats peut, sur la proposition du secrétaire-greffier en chef, et dans la limite des

crédits budgétaires, recruter des agents auxiliaires et des agents temporaires.

Article 41

Un interprète judiciaire pour la langue arabe, attaché à la juridiction internationale, est nommé par dahir de S.M. chérifienne sur la proposition de l'assemblée générale des magistrats et à la demande du comité de contrôle.

Un interprète judiciaire adjoint est nommé par ordonnance du comité de contrôle sur la proposition de l'assemblée générale des magistrats.

Article 42

Le statut prévu à l'article 33 ci-dessus déterminera les conditions de recrutement et d'avancement, ainsi que le mode d'établissement des traitements et les règles de discipline des agents du secrétariat-greffe et de l'interprétariat.

Article 43

L'administrateur adjoint chargé des services judiciaires peut, lorsqu'il le juge nécessaire, demander à l'assemblée générale des magistrats tous renseignements utiles concernant le fonctionnement du secrétariat-greffe et de l'interprétariat et, le cas échéant, faire à ce sujet toutes recommandations à cette assemblée.

SECTION X

Les Avocats

Article 44

Les avocats de la zone de Tanger ont le droit de consultation et de plaidoirie. Ils représentent leurs clients devant la juridiction internationale et présentent, en leur nom, tous mémoires, requêtes et conclusions utiles sans qu'une procuration spéciale ne leur soit nécessaire.

Ils ne peuvent toutefois, sans procuration spéciale, dénier l'écriture, compromettre ou transiger, accepter des offres, aveux ou consentements, déférer ni référer le serment et, d'une manière générale, faire tous actes comportant l'abandon ou la reconnaissance d'un droit.

Article 45

Le droit d'exercer la profession d'avocat dans la zone de Tanger ne s'acquiert que par l'inscription au tableau des avocats près la juridiction internationale.

Toutefois, les avocats régulièrement inscrits et jouissant d'un droit d'audience près un tribunal ou une cour de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont admis à plaider devant la juridiction internationale après avoir obtenu l'autorisation du président du tribunal ou de la cour ayant à connaître de l'affaire au

sujet de laquelle ils désirent être entendus. Mais ces avocats ne pourront accomplir devant cette juridiction les actes de la procédure écrite comme mandataires de leurs clients.

Article 46

Le tableau des avocats est établi et arrêté chaque année par les soins du bâtonnier et du conseil de l'ordre.

Article 47

Nul ne peut être inscrit au tableau des avocats près la juridiction internationale s'il:

n'est ressortissant de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras;

ne remplit toutes les conditions de capacité et autres exigées par la législation de l'Etat dont il est ressortissant pour être admis à l'un des barreaux de cet Etat;

n'a, dans la zone de Tanger, un domicile et une résidence effectifs;

ne justifie avoir, pendant trois ans au moins, exercé la profession d'avocat près un tribunal ou une cour de l'Etat dont il est ressortissant, ou effectué un stage, soit dans les conditions prescrites par la législation de cet Etat pour être inscrit à un barreau, soit dans les conditions prescrites par le règlement du barreau de Tanger, auprès d'un avocat inscrit à ce barreau; est assimilé au stage l'exercice effectif de fonctions judiciaires, en tant que magistrat, ou de fonctions d'enseignement dans une faculté ou une école de droit, en tant que professeur ou chargé de cours.

Article 48

Tous les avocats près la juridiction internationale forment un seul barreau. Celui-ci est administré par le conseil de l'ordre, composé de neuf membres élus pour deux ans par l'ensemble des avocats et représentatif, autant que possible, des différentes nationalités de ces derniers. Le conseil élit, dans son sein, le bâtonnier de l'ordre.

Article 49

Le règlement du barreau est établi par le conseil de l'ordre et approuvé par l'assemblée générale des magistrats.

Article 50

Le conseil de l'ordre exerce l'action disciplinaire sur les stagiaires et les avocats inscrits au tableau.

Article 51

Toute décision du conseil de l'ordre relative à une demande d'admission au stage ou d'inscription au tableau, à une plainte contre

un stagiaire ou un avocat inscrit, ou à une question disciplinaire est susceptible de recours devant la cour d'appel composée des trois magistrats siégeant à ladite cour et, en outre, du président et du vice-président du tribunal de première instance.

Ce recours est ouvert soit à l'intéressé, soit au parquet et doit être exercé dans le délai de quinze jours à compter de la notification, par le bâtonnier de l'ordre, de la décision contestée.

Toute décision du conseil de l'ordre relative à l'un des objets visés au paragraphe premier du présent article doit être notifiée au parquet par le bâtonnier de l'ordre.

Toute plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit doit obligatoirement être communiquée au parquet qui a le droit d'impartir au conseil de l'ordre un certain délai pour statuer à son sujet et lui notifier la décision à intervenir. L'absence de notification d'une décision, dans ce délai, par le bâtonnier équivaut, de la part du conseil de l'ordre, à une décision implicite de rejet contre laquelle le parquet peut exercer le recours prévu au deuxième paragraphe du présent article.

SECTION XI

Dispositions Générales

Article 52

La justice est rendue par la juridiction internationale de Tanger au nom de S.M. chérifienne.

Article 53

La juridiction internationale de Tanger applique les codes, dahirs et lois spécialement promulgués pour la zone, ainsi que les conventions internationales relatives à cette zone.

En cas de contradiction entre les dispositions de ces codes, dahirs et lois, d'une part, et celles de la présente Convention, d'autre part, ces dernières prévaudront.

Article 54

Les langues judiciaires sont le français et l'espagnol, les jugements et actes du greffe étant rédigés ou établis en l'une ou l'autre de ces langues, au choix des magistrats, s'il s'agit de jugements, et du secrétaire-greffier en chef, s'il s'agit d'actes du greffe, chaque partie pouvant aussi se servir du français ou de l'espagnol dans la rédaction de ses requêtes et pièces de procédure.

Les notifications et sommations faites en français ou en espagnol sont valables encore que la partie à laquelle elles sont signifiées prétende ignorer la langue dans laquelle elles sont rédigées. Mais cette partie est en droit de demander au secrétariat-greffe que les-

dites notifications et sommations soient traduites par un expert et à ses frais.

Les plaidoiries sont prononcées en espagnol ou en français, sauf le cas où le président autoriserait l'emploi d'une autre langue.

Dispositions finales

Article 55

La présente Convention sera communiquée pour adhésion par les soins du gouvernement de la République française aux gouvernements des puissances ayant adhéré à la Convention du 18 décembre 1923 relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger, ainsi qu'au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté au Comité de contrôle.

Les gouvernements des puissances signataires de la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront, s'engagent à recommander à l'adoption de S. M. chérifienne le texte d'un dahir conforme aux dispositions des articles 2 à 54 ci-dessus, dahir qui remplacera le dahir du 16 février 1924 tel qu'il a été amendé par le dahir du 26 novembre 1928.

Article 56

La présente Convention entrera en vigueur dès que tous les gouvernements des puissances visées à l'article 55 ci-dessus y auront donné leur adhésion. Elle est conclue pour une durée de cinq années à partir de sa mise en vigueur dont la date sera notifiée à tous les gouvernements signataires et adhérents par les soins du gouvernement de la République française.

Elle sera renouvelée de plein droit, par tacite reconduction, pour une ou plusieurs périodes égales si, au moins six mois avant son expiration, aucun des gouvernements des Puissances contractantes n'a demandé qu'elle soit révisée. En ce cas, elle continuera à s'appliquer jusqu'à la conclusion de la nouvelle Convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tanger, le 10 novembre 1952, en quatre exemplaires.

(s.) C. DEL CASTILLO.

(s.) F. DE PANAFIEU.

(s.) GODRIC MUNTZ.

(s.) F. MACCHI DI CELLERE.

**CONVENTIE HOUDENDE HERZIENING VAN DE
INTERNATIONALE RECHTSPRAAK
IN DE ZONE VAN TANGER**

De Regering van de Spaanse Staat, de Regering van de Franse Republiek, de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, de Regering van de Italiaanse Republiek, Partijen bij de Conventie van 18 December 1923, zoals zij gewijzigd is bij de Overeenkomst van 25 Juli 1928, verlangend de internationale rechtspraak in de Zone van Tanger, geregeld bij genoemde Conventie en genoemde Overeenkomst, te herzien, hebben te dien einde tot hun Gevolmachtigden benoemd, te weten:

De Regering van de Spaanse Staat:

De heer Cristobal del Castillo y Campos, Gevolmachtigd Minister, Consul-Generaal van Spanje te Tanger.

De Regering van de Franse Republiek:

De heer François de Panafieu, Gevolmachtigd Minister, Consul-Generaal van Frankrijk te Tanger.

De Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

De heer Thomas G. A. Muntz, Gevolmachtigd Minister, Consul-Generaal van Groot-Britannië te Tanger.

De Regering van de Italiaanse Republiek:

De heer Francesco Macchi di Cellere, Gevolmachtigd Minister, Consul-Generaal van Italië te Tanger.

Die, na elkander hun onderscheidene volmachten te hebben medegedeeld, welke in goede en behoorlijke vorm zijn bevonden, de volgende artikelen hebben vastgesteld en ondertekend:

Artikel 1

De tekst van artikel 48 van de Conventie van 18 December 1923, zoals zij gewijzigd is door de Overeenkomst van 25 Juli 1928, wordt vervangen door de navolgende tekst:

Een internationale rechterlijke macht is belast met de rechtsbedeling aan de onderdanen van de vreemde Mogendheden, evenals aan de Marokkaanse onderdanen, in de gevallen voorzien in de bijlage van de Cherifijase dahir van 16 Februari 1924 betreffende de regeling van een internationale rechtspraak te Tanger, zoals deze dahir is gewijzigd bij die van 26 December 1928.

De betrekkingen tussen de rechterlijke autoriteiten in de Franse zone of de Spaanse zone en de internationale rechterlijke macht van Tanger blijven geregeld bij de Overeenkomst van 29 December 1916 betreffende de betrekkingen tussen de rechterlijke autoriteiten in deze beide zones.

SECTIE I

Samenstelling van de Internationale Rechterlijke Macht van Tanger

Artikel 2

De Internationale Rechterlijke Macht van Tanger omvat:

- een Hof van Beroep (Cour d'Appel),
- een Rechtbank van Eerste Aanleg in civiele- en strafzaken (Tribunal de Première Instance Civil et Correctionnel),
- een Criminele Rechtbank (Tribunal Criminel),
- een Vrede- en politiegerecht (Tribunal de Paix et de simple Police).

Een Parket, verbonden aan deze rechterlijke macht, vervult de functies waarmede het Openbaar Ministerie volgens de wetboeken en wetten van de Zone van Tanger wordt belast.

De rechterlijke macht wordt bijgestaan door de Griffie en de Tolkendienst.

Artikel 3

De internationale rechterlijke macht van Tanger bestaat uit twaalf rechters behorende tot de zittende magistratuur en uit twee officieren van justitie behorende tot het Parket.

Tot de zittende magistratuur behoren: twee Spaanse rechters, twee Franse rechters, een Belgische rechter, een Britse rechter, een rechter uit de Verenigde Staten van Amerika, een Italiaanse rechter, een Marokkaanse rechter, een Nederlandse rechter, een Portugese rechter en een Zweedse rechter.

Van de beide officieren van justitie bezit de een de Spaanse nationaliteit en de ander de Franse nationaliteit.

Al deze rechterlijke ambtenaren worden benoemd bij dahir van Zijne Cherifijnse Majesteit, op verzoek van de Commissie van Toezicht, op voorstel van hun respectieve Regeringen, en wat betreft de Marokkaanse rechterlijke ambtenaar, op voorstel van de Mendoeb van Zijne Cherifijnse Majesteit te Tanger.

Artikel 4

Deze rechterlijke ambtenaren moeten voldoen aan alle eisen die aan hen gesteld kunnen worden voor een goede vervulling van hun functies; zij moeten zoveel mogelijk behoren of behoord hebben tot de magistratuur van hun land, en zij moeten een grondige kennis hebben van ten minste een der talen welke genoemd zijn in artikel 54 van deze Conventie.

Buiten hun verloftijd moeten zij te Tanger verblijf houden.

Het is hun verboden andere ambten of functies te vervullen, dan die waarmede zij worden belast in de internationale rechterlijke macht, en om betaalde werkzaamheden te verrichten welke onvermogbaar zijn met die waarmede zij in de internationale rechterlijke macht worden belast.

Het is hun eveneens verboden om lid te zijn van politieke verenigingen, van welke aard ook, en deel te nemen aan politieke betogingen.

Iedere rechterlijke ambtenaar die tekortschiet in het nakomen van zijn beroepspligten, de waardigheid van zijn functie in gevaar brengt of die schade toebrengt aan het prestige van de magistratuur, kan ontslagen worden bij dahir van Zijne Cherifijnse Majesteit, na advies, uitgebracht door de Algemene Vergadering der Magistraten voorzien in Sectie VIII van deze Conventie, en op verzoek, hetzij van de Commissie van Toezicht, met algemene stemmen van haar leden, hetzij van de Regering of van de Mendoeb op wiens voorstel hij is benoemd.

Artikel 5

Alle rechterlijke ambtenaren zijn „*paris inter pares*”, en de functies waarmede zij worden belast in de verschillende organen van de internationale rechterlijke macht brengen in hiërarchisch opzicht geen enkel onderscheid voor hen mede.

Zij ontvangen een gelijke jaarwedde waarvan het bedrag door de Commissie van Toezicht wordt vastgesteld.

Zij genieten alle voordelen welke worden toegekend aan de hoge ambtenaren van de Zone van Tanger; zo hebben zij bijvoorbeeld recht op de uitkeringen van het verzorgingsfonds.

Hun verlof, dat niet langer mag duren dan twee en een halve maand per jaar, de duur van de reis naar het buitenland inbegrepen, wordt, rekening houdende met de eisen van de dienst, hun verleend door de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren.

Artikel 6

Alvorens in functie te treden leggen de rechterlijke ambtenaren ten overstaan van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren in openbare en plechtige zitting, de volgende eed af:

„Ik zweer en beloof goed en getrouw mijn functie te vervullen, het geheim van de raadkamer zorgvuldig te bewaren, en mij in alle opzichten te gedragen als een waardig en loyaal ambtenaar van de internationale rechterlijke macht te Tanger.”

De rechterlijke ambtenaren aan wie hun godsdienstige overtuiging het zweren van eden verbiedt, leggen de volgende verklaring af:

„Ik beloof mijn functie goed en getrouw te vervullen, het geheim van de raadkamer zorgvuldig te bewaren, en mij in alle opzichten

te gedragen als een waardig en loyaal ambtenaar van de internationale rechterlijke macht te Tanger."

SECTIE II

Hof van Beroep

(Cour d'Appel)

Artikel 7

Het Hof van Beroep bestaat uit twee permanente rechterlijke ambtenaren, de een van Spaanse nationaliteit, de andere van Franse nationaliteit, en uit twee niet-permanente rechterlijke ambtenaren welke tot twee andere nationaliteiten behoren.

De twee niet-permanente rechterlijke ambtenaren worden aange-
wezen uit de Rechters behorende tot de zittende magistratuur, naar
gelang hun ancienniteit bij de internationale rechterlijke macht, en,
in geval van gelijke ancienniteit, naar gelang hun leeftijd, voor een
tijdvak van vier jaren, waarna zij bij de Rechtbank van Eerste Aanleg
of bij het Vrede- en politiegerecht de functie te vervullen krijgen
welke de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren hun
aanwijst.

Het Hof van Beroep vonnist ten getale van drie rechterlijke ambte-
naren. Beslissingen worden genomen met meerderheid van stemmen.

De samenstelling van het Hof tijdens de terechtzittingen wordt
bepaald in onderlinge overeenstemming tussen al zijn leden, naar
gelang de dienst het vereist, op zodanige wijze dat de vier rechter-
lijke ambtenaren die er deel van uitmaken zoveel mogelijk gedurende
vrijwel gelijke tijdvakken zitting hebben.

Bij gebrek aan overeenstemming te dien aanzien neemt de Alge-
mene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren elke wenselijke be-
slissing.

Artikel 8

Iedere rechter van het Hof treedt bij toerbeurt op als voorzitter
van het Hof van Beroep, volgens een jaarlijks rouleringssysteem,
naar gelang hun ancienniteit bij de internationale rechterlijke macht,
en in geval van gelijke ancienniteit, naar gelang hun leeftijd.

In geval van afwezigheid of verhinderend wordt de in functie
zijnde voorzitter vervangen door de oudste in ancienniteit der rechter-
lijke ambtenaren van het Hof, en in geval van gelijke ancienniteit,
door de oudste in leeftijd.

Artikel 9

Wanneer het geschil betrekking heeft op niet geregistreerd on-
roerend goed, kan het Hof van Beroep zich doen bijstaan door twee
Mohammedaanse rechtskundigen die een raadgevende stem hebben.
Deze rechtskundigen, evenals twee plaatsvervangers, worden voor een
jaar aangewezen door de Algemene Vergadering der Rechterlijke

Ambtenaren in haar zitting welke plaats heeft in de eerste week van October, en gekozen uit een lijst van acht namen opgemaakt door de Mendoeb van Zijne Cherifijnse Majesteit te Tanger.

SECTIE III

Rechtbank van Eerste Aanleg

(Tribunal de Première Instance)

Artikel 10

De Rechtbank van Eerste Aanleg bestaat uit zeven leden, waaronder een Voorzitter, een Vice-Voorzitter en een Rechter van Instructie, die voor een jaar door de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren worden aangewezen in haar zitting welke plaats heeft in de eerste week van de maand October.

De verdeling der functies van Voorzitter en Vice-Voorzitter vindt plaats volgens een jaarlijks rouleringssysteem, naar gelang de ancienniteit der Rechterlijke Ambtenaren van de Rechtbank bij de internationale rechterlijke macht en, in geval van gelijke ancienniteit, naar gelang hun leeftijd.

De Rechtbank houdt steeds zitting met drie rechterlijke ambtenaren en haar beslissingen worden genomen met meerderheid van stemmen.

Artikel 11

Een kamer der Rechtbank behandelt de civiele-, handels- en administratieve zaken.

Een andere kamer, waarvan de Rechter van Instructie geen deel mag uitmaken, behandelt de lichte strafzaken.

De Voorzitter en de Vice-Voorzitter van de Rechtbank treden op als voorzitter van deze kamers.

In geval van afwezigheid of verhindering worden de Voorzitter of de Vice-Voorzitter vervangen door de oudste in ancienniteit der rechterlijke ambtenaren van de Rechtbank, en, in geval van gelijke ancienniteit tussen verschillende rechterlijke ambtenaren, door de oudste in leeftijd.

Artikel 12

De zaken welke tot de bevoegdheid behoren van de Kamer van inbeschuldigingstelling worden behandeld door drie rechterlijke ambtenaren waaronder de Voorzitter of de Vice-Voorzitter en twee leden van de Rechtbank van Eerste Aanleg, met uitzondering van de Rechter van Instructie.

Artikel 13

Zonodig kan de samenstelling der kamers van de Rechtbank of van de Kamer van inbeschuldigingstelling worden aangevuld door de Voorzitter van het Vredegerecht, en zelfs, als hoge uitzondering, door een van de leden van het Hof van Beroep.

Artikel 14

Wanneer het geschil betrekking heeft op niet geregistreerd onroerend goed, kan de Rechtbank zich doen bijstaan door twee Mohammedaanse rechtskundigen die een raadgevende stem hebben. Deze rechtskundigen, evenals twee plaatsvervangers, worden voor een jaar aangewezen door de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren in haar zitting welke plaats heeft in de eerste week van October, en gekozen uit een lijst van acht namen opge maakt door de Mendoeb van Zijne Cherifijne Majesteit te Tanger.

SECTIE IV

Criminele Rechtbank

(Tribunal Criminel)

Artikel 15

De Criminele Rechtbank bestaat uit een Rechter van het Hof van Beroep, als Voorzitter, twee Rechters van de Rechtbank van Eerste Aanleg die geen deel genomen hebben aan de instructie van de zaak noch met deze zaak bemoeiingen hebben gehad bij de Kamer van inbeschuldigingstelling, en uit een Jury van zes leden die bij loting worden aangewezen, volgens de voorwaarden vastgesteld bij artikel 200 en volgende van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Wanneer er slechts één beschuldigde is of wanneer alle beschuldigen dezelfde nationaliteit hebben, moeten drie leden van de Jury dezelfde nationaliteit als de beschuldigde en drie leden een andere nationaliteit bezitten.

Wanneer er verscheidene beschuldigten zijn van verschillende nationaliteit, wordt de Jury samengesteld als volgt:

Indien de beschuldigten tot twee verschillende nationaliteiten behoren, bestaat de Jury uit twee leden van elk dezer nationaliteiten, en twee leden die een andere nationaliteit bezitten.

Indien de beschuldigten tot drie verschillende nationaliteiten behoren, bestaat de Jury uit twee leden van elk dezer nationaliteiten.

Indien de beschuldigten tot vier verschillende nationaliteiten behoren, bestaat de Jury uit een lid van elk dezer nationaliteiten, en uit twee leden die een andere nationaliteit bezitten.

Indien de beschuldigten tot vijf verschillende nationaliteiten behoren, bestaat de Jury uit een lid van elk dezer nationaliteiten, en een lid dat een andere nationaliteit bezit.

Indien de beschuldigten tot zes verschillende nationaliteiten behoren, bestaat de Jury uit een lid van elk dezer nationaliteiten.

Indien de beschuldigten tot meer dan zes verschillende nationaliteiten behoren, zal het lot beslissen welke nationaliteiten de gezworenen moeten bezitten, welke nationaliteiten geen andere zullen kunnen zijn dan die der zes beschuldigten.

Ingeval geen bijzondere lijst bestaat voor het land waartoe de beschuldigde behoort, kan deze onder de nationale lijsten, voorzien in het nieuwe artikel 186 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, een lijst aanwijzen die bij loting de gezworenen moet opleveren die, volgens de vorenstaande bepalingen, dezelfde nationaliteit zouden moeten bezitten als hij. Ten minste twintig dagen voor de opening van de zitting, stelt de Voorzitter de beschuldigde ervan in kennis dat deze hem binnen 48 uur na deze kennisgeving mededeling zal hebben te doen van zijn keuze. Indien de beschuldigde nalaat om binnen die termijn van dit recht gebruik te maken, wordt de Jury samengesteld uit zes leden van verschillende nationaliteit, aangewezen door loting, op basis van de algemene lijst van gezworenen, volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 200 en volgende van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Artikel 16

De rechters en de gezworenen beraadslagen gezamenlijk over de schuld van de beschuldigde. Hun beslissing dienaangaande wordt genomen met meerderheid van stemmen.

De strafoplegging geschiedt door de rechterlijke ambtenaren alleen, waarbij hun beslissing wordt genomen met meerderheid van stemmen.

Artikel 17

Tegen de vonnissen van de Criminele Rechtbank kan beroep worden aangetekend bij het Hof van Beroep, doch slechts indien het een kwestie van bevoegdheid, machtsoverschrijding, verzuim van belangrijke wettelijk voorgeschreven vormen, schending van de rechten van de verdediging, gebrek aan motivering, verkeerde toepassing, verkeerde uitlegging of schending van de wet betreft.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet beroep worden aangetekend binnen 15 volle dagen te rekenen vanaf de uitspraak van het vonnis.

Wanneer de beslissing welke aan het Hof van Beroep is voorgelegd, door dit Hof vernietigd wordt, verwijst het Hof de zaak naar een latere terechtzitting, zo dichtbij mogelijk, om door dit zelfde Hof te worden behandeld, dat zich doet bijstaan door een nieuwe Jury uitsluitend bestaande uit leden die geen zitting hebben gehad in de Criminele Rechtbank.

Deze nieuwe Jury wordt samengesteld en bij loting aangewezen volgens de bepalingen van artikel 15 van deze Conventie.

SECTIE V

Vrede- en politiegerecht

(Tribunal de Paix et de Simple Police)

Artikel 18

Het Vrede- en politiegerecht bestaat uit een enkele Rechter, die elk jaar wordt aangewezen door de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren en die de titel ontvangt van „Voorzitter van het Vrede- en politiegerecht”.

Artikel 19

Wanneer het aantal zaken dat op de rol van het Vrede- en politiegerecht ingeschreven staat te groot wordt, kan de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren de alleenrechtsprekende rechter genoemd in het vorige artikel doen bijstaan door een rechterlijke ambtenaar van de Rechtbank van Eerste Aanleg, of, in geval van absolute noodzaak, hetzij door een advocaat die ingeschreven staat op de lijst van advocaten te Tanger, hetzij door een notabele die alle gewenste waarborgen biedt wat betreft achtbaarheid en bekwaamheid. Deze laatste heeft recht op een beloning waarvan het bedrag door een wet wordt vastgesteld.

SECTIE VI

Parket

Artikel 20

Het Parket bestaat uit twee Officieren van Justitie die de strafvordering uitoefenen en hoofden van de Gerechtelijke Politie zijn.

Het Parket vertegenwoordigt, door middel van een opdracht van rechtsmacht van Zijne Cherifijnse Majesteit, het Bestuur van de Zone bij de internationale rechterlijke macht.

Het Openbaar Ministerie richt alle wenselijke vorderingen tot de Rechter van Instructie met het oog op het openen, de voortgang en de sluiting van de gerechtelijke instructie. Het Openbaar Ministerie is bevoegd om verzet aan te tekenen tegen de bevelen van de Rechter van Instructie.

Artikel 21

Bij toerbeurt en beginnende bij de oudste in ancienniteit, en, in geval van gelijke ancienniteit, bij de oudste in leeftijd, vertegenwoordigt ieder der beide Officieren van Justitie het Openbaar Ministerie bij de autoriteiten, het openbaar bestuur en de verschillende organen van de Zone van Tanger, voor de tijdsduur van een jaar, met de titel van Hoofd van het Parket.

Deze beide rechterlijke ambtenaren regelen onderling de verdeling van de zaken en de vertegenwoordiging van het Parket bij het Hof van Beroep, bij de twee kamers van de Rechtbank van Eerste Aanleg, bij de Kamer van inbeschuldigingstelling en bij de Criminele Rechtbank.

In geval van moeilijkheden in dit opzicht neemt de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren elke wenselijke beslissing.

Artikel 22

De beide Officieren van Justitie vervangen elkander, van rechtswege, in geval van afwezigheid, ziekte of verhindering van een van hen.

In geval van afwezigheid, ziekte of verhindering van beide Officieren van Justitie tegelijk, wijst de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren een rechterlijk ambtenaar van de zittende magistratuur aan om hun functies ad interim te vervullen.

Artikel 23

De Voorzitter van het Hof van Beroep en het Hoofd van het Parket moeten van verschillende nationaliteit zijn. Indien tengevolge van de toepassing der bepalingen van de vorige artikelen, het geval zich voordoet dat deze beide posten worden toegewezen aan rechterlijke ambtenaren van dezelfde nationaliteit, wordt de keuze bepaald ten gunste van de Voorzitter van het Hof van Beroep.

Artikel 24

De functies van het Openbaar Ministerie bij het Vrede- en politiegerecht worden, onder toezicht en gezag van het Parket, uitgeoefend door een Commissaris van Politie, aangewezen door de Administrateur van de Zone en in overeenstemming met het Hoofd van het Parket.

Artikel 25

De Adjunct-Administrateur, belast met de dienst der justitie, handelend namens de Administrateur, kan inlichtingen vragen aan het Hoofd van het Parket en kan, eventueel, aanbevelingen tot hem richten.

De Administrateur der Zone moet de Commissie van Toezicht hiervan in kennis stellen.

De Officieren van Justitie moeten in hun schriftelijke vorderingen rekening houden met de aanbevelingen van de Adjunct-Administrateur, maar kunnen mondeling ter terechtzitting hun persoonlijke meningen naar voren brengen en verdedigen.

SECTIE VII

Uitvoering der gerechtelijke beslissingen

Revisie — Gratie

Artikel 26

De uitvoering van vonnissen en arresten op strafrechtelijk gebied berust bij het Parket.

De Adjunct-Administrateur van de Zone belast met de dienst der justitie houdt toezicht op de uitvoering van deze vonnissen en arresten. Daartoe ontvangt hij een uittreksel van deze vonnissen en arresten en wordt hij door het Parket op de hoogte gehouden van de uitvoering daarvan. Hij kan de aandacht van het Parket vestigen op gevallen van in gebreke blijven of tekortkomingen bij deze uitvoering.

Artikel 27

Zijne Cherifijnse Majesteit behoudt het recht om over te gaan tot kwijtschelding of omzetting in een lichtere straf van de criminele-, correctionele- of politiestrafpen uitgesproken door de internationale rechterlijke macht. De beslissingen inzake gratie worden genomen op advies van de Voorzitter van het Hof van Beroep, van de rechterlijke ambtenaar van het Parket die de zaak behandeld heeft, en van de Adjunct-Administrateur belast met de dienst der justitie.

Het beroep wordt door de veroordeelde, door bemiddeling van zijn advocaat ingediend bij de Directie van de Dienst der Justitie, die het doorgeeft aan het Hoofd van de Parketdienst, opdat voor-
melde adviezen kunnen worden ingewonnen.

Artikel 28

Gezien het karakter van de internationale rechterlijke macht van Tanger zijn definitieve vonnissen, alsmede rogatoire commissies van de Rechtbanken der Mogendheden die de Akte van Algeciras hebben ondertekend, van rechtswege uitvoerbaar in de Zone van Tanger ten opzichte van hen die aan deze rechterlijke macht onderworpen zijn, mits deze beslissingen niet strijdig zijn met de openbare orde van de Zone.

Wat de vonnissen betreft zal echter een verzoek om exequatur moeten worden ingediend bij het Hof van Beroep. De Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren stelt in een reglement de voorwaarden vast voor de verificatie van de rechtsgeldigheid en de regelmatigheid van de vonnissen en rogatoire commissies volgens de wetten van het land waar zij zijn uitgesproken.

SECTIE VIII

Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren

Artikel 29

De veertien rechterlijke ambtenaren die de internationale rechterlijke macht vormen komen minstens eenmaal in de drie maanden bijeen in Algemene Vergadering, en zo nodig meer dan eens.

De beide Officiëren van Justitie mogen hun mening uitspreken over alle zaken, maar zij hebben geen stemrecht.

Deze Vergadering wijst, op de voorwaarden die zij zelf vaststelt, een van haar leden aan als Gedelegeerde, die tijdens haar bijeenkomsten als voorzitter optreedt, de leden bijeenroept telkens als hij dit nodig oordeelt, en de internationale rechterlijke macht vertegenwoordigt bij de autoriteiten, het openbaar bestuur en de verschillende organen van de Zone.

Artikel 30

Elk jaar, in de eerste week van de maand October, brengt deze Vergadering onder haar leden, met uitzondering van de beide Officiëren van Justitie en van de beide permanente rechterlijke ambtenaren van het Hof van Beroep, volgens de door deze Conventie vastgestelde voorwaarden, de verdeling der volgende functies tot stand: de niet-permanente Rechters bij het Hof, de Voorzitter, Vice-Voorzitter, Rechter van Instructie en Rechter bij de Rechtbank van Eerste Aanleg, en de Voorzitter van het Vrede- en politiegerecht. De Vergadering houdt bovendien toezicht op de uitvoering van de bepalingen van artikel 8 van deze Conventie welke betrekking hebben op het voorzitterschap van het Hof van Beroep.

In geval van afwezigheid, ziekte of verhindering, ongeacht om welke reden, van een rechterlijke ambtenaar van de zittende magistratuur of van het Parket, komt deze Vergadering onverwijld, en zo nodig ambtshalve bijeen om een voorlopige plaatsvervanger aan te wijzen voor de verhinderde rechterlijke ambtenaar.

Artikel 31

Behalve de bevoegdheden welke aan de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren door deze Conventie worden toegekend, oefent zij de volgende functies uit:

zij stelt de dagen en uren vast van de terechtzittingen van het Vrede- en politiegerecht, van de Rechtbank van Eerste Aanleg en van het Hof van Beroep, evenals de uren van opening en sluiting van de bureaux van de Griffie en van de Tolkendienst;

zij ziet toe op de goede inwendige organisatie van de internationale rechterlijke macht en op de tucht onder de rechterlijke ambtenaren; zij stelt de kleding en de onderscheidingstekenen vast welke dezen moeten dragen tijdens het uitoefenen van hun functie, bepaalt, reke-

ning houdende met het belang van de dienst, de volgorde en de duur van de verloven der rechterlijke ambtenaren, en neemt dienaangaande elke wenselijke beslissing;

zij organiseert, voor zover een goede gang van zaken bij de rechterlijke macht dit toelaat, een dienst voor de vacanziezittingen;

zij verricht, rekening houdende met de rechtspositie van het personeel van de Griffie en van de Tolkendienst, de benoemingen, promoties en bevorderingen van dat personeel, en is onder dezelfde voorwaarden belast met de handhaving van de tucht onder dat personeel; aan de bijeenkomsten van de Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren, waarop deze onderwerpen worden behandeld, neemt deel de Adjunct-Administrateur belast met de dienst der justitie; deze kan zijn mening kenbaar maken over alle zaken, maar hij heeft geen stemrecht;

zij stelt de begroting van de internationale rechterlijke macht op, waaraan de Adjunct-Administrateur belast met de dienst der justitie op de voet van het hierboven bepaalde medewerkt;

zij beslist, binnen de grenzen van de budgetaire credieten, over de aankoop van de benodigde rechtskundige werken, tijdschriften en kantoorbehoeften, evenals over de benoeming van chaouchs, huisbewaarders en sjouwers.

Artikel 32

De beslissingen van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren worden genomen bij meerderheid van stemmen. In geval van staking van stemmen beslist de stem van de oudste rechter in ancienniteit bij de internationale rechterlijke macht, en, in geval van gelijke ancienniteit, die van de oudste rechter in leeftijd.

SECTIE IX

Griffie en Tolkendienst

Artikel 33

De dienst van de Griffie van de internationale rechterlijke macht wordt, onder deszelfs gezag, geleid door een hoofd-griffier, bijgestaan door zes griffiers, evenals door adjunct-griffiers, griffieklerken, adjunct-griffieklerken en vrouwelijk bureaupersoneel waarvan het aantal zal worden vastgesteld door een Beschikking van de Commissie van Toezicht waarbij de rechtspositie van het personeel van de Griffie wordt geregeld.

Artikel 34

Het personeel verbonden aan de Griffie, moet behoren tot een der nationaliteiten bedoeld in het tweede lid van artikel 3 van deze Conventie.

De hoofd-griffier en de zes griffiers worden benoemd en, eventueel, ontslagen bij dahir van Zijne Cherifijnse Majesteit, op voorstel van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren en op verzoek van de Commissie van Toezicht. Het overige personeel wordt benoemd bij Beschikking van de Commissie van Toezicht, op voorstel van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren.

Artikel 35

De dienst van de Griffie is belast met de secretariaatswerkzaamheden van het Hof van Beroep, de Rechtbank van Eerste Aanleg, het Vrederecht en het Parket.

Deze dienst bestaat bovendien uit:

- een bureau voor gerechtelijke kennisgevingen en tenuitvoerleggingen;
- een bureau voor faillissementen, liquidaties en gerechtelijk beheer;
- een bureau voor het notariaat;
- de gerechtelijke kas.

De verdeling, onder het personeel van de Griffie, van de functies welke deze dienst heeft te vervullen wordt geregeld bij beslissing van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren.

Artikel 36

Het personeel van het bureau voor gerechtelijke kennisgevingen en tenuitvoerleggingen is belast met het opmaken van aanmaningen, ingebrekestellingen, processen-verbaal van bevinding, protesten en andere gerechtelijke akten. Bovendien is dit personeel belast met de tenuitvoerlegging van alle beslissingen van het internationaal rechtscollege, waaronder begrepen de verkoop van inbeslaggenomen roerende of onroerende goederen.

Artikel 37

Het personeel van het bureau voor faillissementen, liquidaties en gerechtelijk beheer is belast met het vervullen der functies van curator bij faillissementen, gerechtelijk liquidateur, liquidateur van vennootschappen, sequester van zaken waarover een geschil is, curator over onbeheerde nalatenschappen, en, in het algemeen, met het uitvoeren van alle opdrachten inzake beheer, liquidatie of bewaring welke niet als onder de notariële bevoegdheden vallend kunnen worden beschouwd.

De internationale rechterlijke macht kan bovendien aan het personeel van dit bureau andere gemachtigden toevoegen in de gevallen waar de hulp van deskundigen nodig wordt geoordeeld.

Artikel 38

In geval van afwezigheid of verhindering van een lid van het personeel der griffie-diensten, der bureaux of van de kas bedoeld in artikel 35, zal dat lid, zo nodig, tijdelijk kunnen worden vervangen bij beslissing van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren, die een lid zal aanwijzen van het personeel van een andere griffie-dienst of van een ander bureau.

Artikel 39

Het bureau voor het Notariaat zal belast zijn met het verlijden van alle akten en overeenkomsten waaraan partijen het authentieke karakter moeten of willen geven dat verbonden is aan de akten van het openbaar gezag, daarvan de dagtekening te verzekeren, de akten in bewaring te houden en daarvan expedities uit te geven.

De organisatie van dit bureau en de voorwaarden waaronder notariële akten zullen worden verleden en waaronder expedities en afschriften van deze akten zullen worden uitgegeven, zullen worden vastgesteld door een Beschikking van de Commissie van Toezicht.

De werkzaamheden van het bureau voor het Notariaat staan onder het toezicht van de rechterlijke ambtenaren van het Parket, onverminderd de bepalingen van artikel 43 hierna volgend.

Artikel 40

Zo nodig kan de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren, op voorstel van de hoofd-griffier, en binnen de grenzen van de budgetaire credieten, hulpkrachten en tijdelijk personeel in dienst nemen.

Artikel 41

Een gerechtelijke tolk voor het Arabisch, verbonden aan de internationale rechterlijke macht, wordt benoemd bij een dahir van Zijne Cherifijnse Majesteit, op voorstel van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren en op verzoek van de Commissie van Toezicht.

Een adjunct-gerechtelijke-tolk wordt benoemd bij Beschikking van de Commissie van Toezicht, op voorstel van de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren.

Artikel 42

Bij de beschikking bedoeld in artikel 33 waarbij de rechtspositie wordt geregeld van het personeel van de Griffie, zullen de voorwaarden worden vastgesteld voor indienstneming en bevordering, evenals de wijze van vaststelling van de jaarwedden, en zullen regels worden vastgesteld voor de handhaving der tucht onder het personeel van de Griffie en van de Tolkendienst.

Artikel 43

De Adjunct-Administrateur kan, indien hij dit nodig oordeelt, aan de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren alle wenselijke inlichtingen vragen betreffende de functionering van de Griffie en van de Tolkendienst, en, eventueel, te dien aanzien de wenselijke aanbevelingen doen bij de Vergadering.

SECTIE X

Advocaten

Artikel 44

De advocaten van de Zone van Tanger hebben het recht van advies en pleidooi. Zij vertegenwoordigen hun cliënten bij de internationale rechterlijke macht en zorgen voor de indiening, in naam van hun cliënten van alle memories van verdediging, requesten en conclusies welke nodig mochten zijn, zonder dat daartoe een bijzondere volmacht nodig is.

Zonder bijzondere volmacht kunnen zij echter geen handschrift ontkennen, een compromis of dading aangaan, aanbiedingen, beken-tenissen of toestemmingen aanvaarden, een eed opdragen of terugwijzen, en, in het algemeen, alle handelingen verrichten welke af-stand of erkenning van een recht met zich medebrengen.

Artikel 45

Het recht om het beroep van advocaat uit te oefenen in de Zone van Tanger wordt slechts verkregen door inschrijving op de lijst van advocaten bij de internationale rechterlijke macht.

Het is echter aan de advocaten die op regelmatige wijze zijn ingeschreven en die het recht hebben om op te treden ter terechtzittingen van een Rechtbank of van een Hof van een der Mogendheden die de Akte van Algeciras hebben ondertekend, toegestaan om te pleiten voor de internationale rechterlijke macht, na daartoe toestemming te hebben ontvangen van de Voorzitter van de Rechtbank of van het Hof die de zaak zal behandelen in verband waarmede zij wenselijk worden geacht. Maar deze advocaten zullen bij deze rechterlijke macht niet als gemachtigden van hun cliënten de handelingen mogen verrichten welke een schriftelijke procedure met zich medebrengt.

Artikel 46

De lijst van advocaten wordt ieder jaar opgemaakt en vastgesteld door de zorgen van de Deken en de Raad der Orde.

Artikel 47

Een advocaat kan niet worden ingeschreven op de lijst van advocaten bij de internationale rechterlijke macht indien hij:

geen onderdaan is van een der Mogendheden die de Akte van Algeciras hebben ondertekend;

niet voldoet aan alle eisen van bekwaamheid en andere eisen welke door de wetgeving van de Staat waarvan hij onderdaan is worden gesteld om toegelaten te worden tot een van de balies van die Staat;

in de Zone van Tanger geen werkelijke domicilie en verblijfplaats heeft;

niet kan bewijzen dat hij gedurende ten minste drie jaren het beroep van advocaat heeft uitgeoefend bij een Rechtbank of een Hof van de Staat waarvan hij onderdaan is, of een stage heeft vervuld, hetzij in voege als voorgeschreven in de wetgeving van die Staat om ingeschreven te worden bij een balie, hetzij in voege als voorgeschreven bij het reglement van de balie van Tanger bij een advocaat ingeschreven bij die balie; met een stage worden gelijkgesteld: de werkelijke uitoefening van gerechtelijke functies, in de hoedanigheid van rechterlijk ambtenaar, van onderwijzende functies aan een Faculteit der Rechtsgeleerdheid of een Rechtshogeschool, in de hoedanigheid van hoogleraar of lector.

Artikel 48

Alle advocaten bij de internationale rechterlijke macht vormen een enkele Orde. Deze wordt bestuurd door de Raad der Orde, bestaande uit negen leden voor twee jaren door de advocaten gezamenlijk gekozen, en welke zoveel mogelijk representatief moet zijn voor de verschillende nationaliteiten van deze laatsten. De Raad kiest uit zijn midden de Deken der Orde.

Artikel 49

Het reglement der Orde wordt vastgesteld door de Raad der Orde en goedgekeurd door de Algemene Vergadering der Rechterlijke Ambtenaren.

Artikel 50

De Raad der Orde zorgt voor handhaving der discipline onder de stagiaires en de advocaten ingeschreven op de lijst van advocaten.

Artikel 51

Tegen elke beslissing van de Raad der Orde betreffende hetzij een verzoek tot toelating voor een stage of tot inschrijving op de lijst van advocaten, hetzij een klacht tegen een stagiaire of een ingeschreven advocaat, hetzij een disciplinaire kwestie, kan beroep worden aangetekend bij het Hof van Beroep bestaande uit drie rechterlijke ambtenaren welke tot de zittende magistratuur van genoemd Hof behoren en, bovendien, uit de Voorzitter en de Vice-Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Dit beroep staat open, hetzij voor de betrokkene, hetzij voor het Parket, en moet worden ingesteld binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de betwiste beslissing door de Deken der Orde.

Elke beslissing van de Raad der Orde betrekking hebbende op een der onderwerpen bedoeld in het eerste lid van dit artikel moet door de Deken der Orde ter kennis van het Parket worden gebracht.

Elke klacht tegen een stagiaire of een ingeschreven advocaat moet worden medegedeeld aan het Parket, dat het recht heeft aan de Raad der Orde een bepaalde termijn toe te staan om te zijnen opzichte te beslissen en het in kennis te stellen van de te nemen beslissing. Het gedurende die termijn uitblijven van een kennisgeving der beslissing door de Deken, geldt tegenover de Raad der Orde als een stilzwijgende beslissing tot verwerping, waartegen het Parket beroep kan aantekenen zoals voorzien in het tweede lid van dit artikel.

SECTIE XI

Algemene bepalingen

Artikel 52

Door de internationale rechterlijke macht van Tanger wordt rechtgesproken in naam van Zijne Cherifijnse Majesteit.

Artikel 53

De internationale rechterlijke macht past de wetboeken, dahirs en wetten toe die bepaaldelijk voor de Zone zijn afgekondigd, evenals de internationale overeenkomsten welke op deze Zone betrekking hebben.

In geval van tegenspraak tussen de bepalingen van deze wetboeken, dahirs en wetten, enerzijds, en die van de onderhavige Conventie, anderzijds, zullen deze laatste worden toegepast.

Artikel 54

De gerechtelijke talen zijn Frans en Spaans, terwijl de vonnissen en akten van de Griffie worden gesteld of opgemaakt in een dezer beide talen, naar keuze van de rechterlijke ambtenaren, als het vonnissen betreft, en naar keuze van de Hoofd-Griffier, als het akten van de Griffie betreft, en terwijl iedere partij zich eveneens kan bedienen van Frans of Spaans bij het opstellen van requesten en processtukken.

Betekeningen en aanmaningen welke gesteld zijn in het Frans of in het Spaans zijn zelfs van kracht wanneer de persoon tot wie zij zijn gericht beweert de taal waarin deze stukken zijn opgemaakt niet te kennen. Maar die partij heeft het recht om de Griffie te verzoeken, genoemde betekeningen en aanmaningen voor eigen rekening door een deskundige te laten vertalen.

De pleidooien worden gehouden in het Spaans of in het Frans, behoudens in het geval, dat de Voorzitter het gebruik van een andere taal zou toestaan.

Slotbepalingen

Artikel 55

Deze Conventie zal door de zorgen van de Regering van de Franse Republiek tot toetreding ter kennis worden gebracht van de Regeringen der Mogendheden, die zijn toegetreden tot de Conventie van 18 December 1923 betreffende de inrichting van het Statuut van de Zone van Tanger, evenals aan de Regering van de Verenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd in de Commissie van Toezicht.

De Regeringen der Mogendheden, die deze Conventie hebben ondertekend, evenals de Regeringen die later zullen toetreden, verbinden zich om bij Zijne Cherifijnse Majesteit de goedkeuring aan te bevelen van de tekst van een dahir welke overeenstemt met de bepalingen van de artikelen 2 tot 54 hiervoren genoemd, welke dahir die van 16 Februari 1924 zal vervangen, zoals deze laatste gewijzigd is bij de dahir van 26 November 1928.

Artikel 56

Deze Conventie treedt in werking zodra alle Regeringen der Mogendheden bedoeld in artikel 55 hierboven tot de Conventie zijn toegetreden. Zij wordt gesloten voor de duur van vijf jaren te rekenen van de datum van haar inwerkingtreding af, welke door de zorgen van de Regering van de Franse Republiek ter kennis zal worden gebracht van alle ondertekenende en toetredende Regeringen.

De Conventie zal van rechtswege en stilzwijgend worden hernieuwd voor een of meer tijdvakken van dezelfde duur, indien geen enkele der Regeringen der Verdragsluitende Mogendheden minstens zes maanden voor haar afloop heeft verzocht haar te herzien. In dat geval zal de Conventie van toepassing blijven tot het sluiten van de nieuwe Conventie.

Ten blijk waarvan bovenvermelde gevolmachtigden deze Conventie hebben ondertekend en hun zegels daaraan hebben gehecht.

Gedaan te Tanger, 10 November 1952, in vier exemplaren.

(w.g.) C. DEL CASTILLO

(w.g.) F. DE PANAFIEU

(w.g.) GODRIC MUNTZ

(w.g.) F. MACCHI DI CELLERE

F. TOETREDING

Nederland is op grond van artikel 62, lid 2, der Grondwet tot de Conventie toegetreden, onder voorbehoud van beëindiging bij ont-houding van de goedkeuring der Staten-Generaal.

De volgende Staten zijn op grond van artikel 55, eerste lid, tot de Conventie toegetreden:

Portugal	18 Maart 1953
Zweden	27 April 1953
Nederland	23 Juni 1953
België	3 Juli 1953
de Verenigde Staten van Amerika ¹⁾	8 Juli 1953

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen der Conventie zijn ingevolge artikel 56 op 8 Juli 1953 in werking getreden.

J. GEGEVENS

De op 18 December 1923 te Parijs gesloten Conventie betreffende de inrichting van het Statuut der Zone van Tanger, waarnaar in de preambule en elders in de onderhavige Conventie wordt verwezen, is bij Koninklijk besluit van 5 October 1925 bekendgemaakt in *Stb.* No. 406. Voor bijbehorende stukken zie „Recueil des Traités” van de Volkenbond, deel 28, blz. 582/631.

De op 25 Juli 1928 te Parijs gesloten Overeenkomst tot wijziging van de Conventie van 1923, waarnaar in de preambule en elders in de onderhavige Conventie wordt verwezen, is bij Koninklijk besluit van 25 Juni 1929 bekendgemaakt in *Stb.* No. 371. Voor bijbehorende stukken zie „Recueil des Traités” van de Volkenbond, deel 87, blz. 224/251.

Het op 29 December 1916 te Madrid tussen Frankrijk en Spanje gesloten Accoord, waarnaar in artikel 1 van de onderhavige Conventie wordt verwezen, is afgedrukt in *BASDEVANT: Traités et Conventions en vigueur entre la France et les Puissances étrangères*, Parijs deel II, blz. 251.

Zie voor de op 31 Augustus 1945 te Parijs gesloten Overeenkomst tot het herstel van het internationaal bestuur van Tanger en voor het Protocol van 10 November 1952, houdende wijziging van die Overeenkomst, *Trb.* 1953, 132.

¹⁾ Onder het volgende voorbehoud:

1. The adherence of the United States to the Convention does not modify or abridge in any manner the extra-territorial jurisdiction of the United States in the Tangier zone;

2. the adherence of the United States does not in any way imply adherence to the Statute of Tangier of December 18, 1923, as modified on July 25, 1928, which the Convention of November 10, 1952 amends.

In het „Bulletin officiel du Protectorat” van 24 Juli 1953 zijn twee dahirs d.d. 10 Juni 1953 van Zijne Majesteit de Sultan bekendgemaakt. De tekst van beide stukken luidt als volgt:

I

**DAHIR DU 10 JUIN 1953 (27 RAMADAN 1372) PORTANT
REORGANISATION DE LA JURIDICTION
INTERNATIONALE DE TANGER**

LOUANGE A DIEU SEUL!

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant que l'expérience a démontré la nécessité de réformer la juridiction internationale instituée à Tanger par Notre dahir du 16 février 1924 (10 rejeb 1342), amendé par Notre dahir du 26 décembre 1928 (13 rejeb 1347),

a décidé ce qui suit:

Article premier

La juridiction internationale de Tanger dont la compétence reste fixée par l'annexe à Notre dahir du 16 février 1924 (10 rejeb 1342) sur l'organisation d'une juridiction internationale à Tanger, amendée par Notre dahir du 26 décembre 1928 (13 rejeb 1347), est réorganisée conformément aux dispositions du présent dahir.

SECTION I

Composition de la Juridiction Internationale de Tanger

Article 2

La juridiction internationale de Tanger comprend:

Une cour d'appel;

Un tribunal de première instance civil et correctionnel;

Un tribunal criminel;

Un tribunal de paix et de simple police.

Auprès de cette juridiction, un parquet assure les fonctions attribuées par les codes et lois de la zone de Tanger au ministère public.

Elle est assistée par le service du secrétariat-greffe et par celui de l'interprétariat.

Article 3

La juridiction internationale de Tanger se compose de douze juges affectés au siège et de deux procureurs affectés au parquet.

Le siège comprend: deux juges espagnols, deux juges français, un juge belge, un juge britannique, un juge marocain, un juge néerlandais, un juge portugais et un juge suédois.

Les deux procureurs sont l'un de nationalité espagnol, l'autre de nationalité française.

Tous ces magistrats sont nommés par dahir de Notre Majesté Chérifienne, à la demande du Comité de contrôle, sur présentation de leur gouvernement respectif, et, en ce qui concerne le magistrat marocain, de Notre Mendoub à Tanger.

Article 4

Ces magistrats doivent présenter toutes les conditions requises pour bien remplir leurs fonctions, appartenir ou avoir appartenu, autant que possible, aux cadres de la magistrature de leur pays, et connaître couramment au moins une des langues judiciaires prévues à l'article 54 du présent dahir.

Ils doivent, en dehors de leurs congés, résider à Tanger.

Il leur est interdit de remplir d'autres charges ou fonctions que celles qu'ils reçoivent dans la juridiction internationale, et d'exercer une activité rétribuée incompatible avec celle qui leur incombe dans cette juridiction.

Il leur est également interdit d'appartenir à des associations politiques, quelles qu'elles soient, et de participer à des manifestations politiques.

Tout magistrat qui manque à ses devoirs professionnels, compromet la dignité de ses fonctions ou porte atteinte au prestige de la magistrature peut être révoqué par dahir de Notre Majesté, après avis de l'assemblée générale des magistrats prévue à la section VIII du présent dahir, et à la demande, soit du Comité de contrôle, décidée à l'unanimité de ses membres, soit du gouvernement ou de Notre Mendoub sur la présentation duquel il a été nommé.

Article 5

Tous les magistrats sont *pares inter pares*, et l'attribution de leurs fonctions dans les différents organismes de la juridiction internationale n'implique aucune différence hiérarchique entre eux.

Ils reçoivent un traitement égal, dont le chiffre est fixé par le Comité de contrôle.

Ils jouissent de tous les avantages accordés aux hauts fonctionnaires de la zone de Tanger, notamment du bénéfice de la Caisse de prévoyance.

Leurs congés, qui ne peuvent dépasser deux mois et demi par an, voyage à l'étranger compris, leur sont accordés, compte tenu des nécessités de leur service, par l'Assemblée générale des magistrats.

Article 6

Avant d'entrer en fonction les magistrats prêtent devant l'Assemblée générale des magistrats siégeant en audience publique et solennelle, le serment suivant:

„Je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations, et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat de la juridiction internationale de Tanger.”

Les magistrats auxquels le serment est interdit par leurs convictions religieuses font la déclaration suivante:

„Je promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder scrupuleusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat de la juridiction internationale de Tanger.”

SECTION II

La Cour d'Appel

Article 7

La cour d'appel est composée de deux magistrats permanents, l'un de nationalité espagnole, l'autre de nationalité française, et de deux magistrats non permanents appartenant à deux autres nationalités.

Les deux magistrats non permanents sont désignés parmi les juges du siège, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la juridiction internationale, et, en cas d'égalité d'ancienneté, en fonction de leur âge, pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle ils prennent au tribunal de première instance ou au tribunal de paix et de simple police, les fonctions que l'Assemblée générale des magistrats leur assigne.

La cour d'appel siège avec trois magistrats. Ses décisions sont prises à la majorité.

Sa composition aux audiences est fixée d'un commun accord entre tous ses membres, suivant les nécessités du service, de telle sorte que les quatre magistrats qui en font partie siègent, dans la mesure du possible, durant des périodes sensiblement égales. En cas de désaccord, à ce sujet, l'Assemblée générale des magistrats prend toute décision utile.

Article 8

La présidence de la cour d'appel est exercée par chacun des juges de la cour, à tour de rôle, par roulement annuel, en fonction de leur ancienneté de service auprès de la juridiction internationale, et, en cas d'égalité d'ancienneté, en fonction de leur âge.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président en exercice est remplacé par le magistrat de la cour le plus ancien, et, en cas d'égalité d'ancienneté, par le plus âgé.

Article 9

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, la cour d'appel s'adjoint deux jurisconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces jurisconsultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée générale des magistrats dans sa séance de la première semaine d'octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par Notre Mendoub à Tanger.

SECTION III

Le Tribunal de Première Instance

Article 10

Le tribunal de première instance se compose de sept membres, dont un président, un vice-président et un juge d'instruction, désignés pour un an par l'Assemblée générale des magistrats dans sa séance de la première semaine du mois d'octobre.

L'attribution des fonctions de président et de vice-président est faite, par roulement annuel, en fonction de l'ancienneté des magistrats du tribunal auprès de la juridiction internationale et, en cas d'égalité d'ancienneté, en fonction de leur âge.

Le tribunal siège toujours avec trois magistrats et ses décisions sont prises à la majorité.

Article 11

Une section du tribunal connaît des instances en matières civile, commerciale et administrative.

Une autre section, dont ne pourra pas faire partie le juge d'instruction, connaît des instances en matière correctionnelle.

Ces sections sont présidées, l'une par le président, l'autre par le vice-président du tribunal.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président ou le vice-président sont remplacés par le magistrat du tribunal le plus ancien, et, en cas d'égalité d'ancienneté entre plusieurs magistrats, par le plus âgé.

Article 12

Sur les affaires de la compétence de la chambre des mises en accusation, il est statué par trois magistrats comprenant le président ou le vice-président et deux membres du tribunal de première instance à l'exception du juge d'instruction.

Article 13

En cas de nécessité, la composition des sections du tribunal ou de la chambre des mises en accusation peut être complétée par le président du tribunal de paix, et même, à titre tout à fait exceptionnel, par un des membres de la cour d'appel.

Article 14

Lorsque le litige est relatif à un immeuble non immatriculé, le tribunal s'adjoint deux jurisconsultes musulmans qui ont voix consultative. Ces jurisconsultes, ainsi que deux suppléants, sont désignés pour un an par l'Assemblée générale des magistrats dans sa séance de la première semaine d'octobre, et choisis sur une liste de huit noms établie par Notre Mendoub à Tanger.

SECTION IV

Le Tribunal Criminel

Article 15

Le tribunal criminel est composé d'un magistrat de la cour d'appel, président, de deux magistrats du tribunal de première instance n'ayant ni pris part à l'instruction de l'affaire, ni connu de cette dernière à la chambre des mises en accusation, et d'un jury de six membres tirés au sort, dans les conditions fixées par les articles 200 et suivants du code de procédure criminelle.

Lorsqu'il y a un seul accusé, ou lorsque tous les accusés ont la même nationalité, le jury comprendra trois membres de la nationalité de l'accusé et trois membres ayant une nationalité différente.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés de nationalités différentes, le jury est composé de la façon suivante:

Si les accusés appartiennent à deux nationalités différentes, le jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à trois nationalités différentes, le jury comprend deux membres de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à quatre nationalités différentes, le jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et deux membres ayant une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à cinq nationalités différentes, le jury comprend un membre de chacune de ces nationalités, et deux membres d'une autre nationalité.

Si les accusés appartiennent à six nationalités différentes, le jury comprend un membre de chacune de ces nationalités.

Si les accusés appartiennent à plus de six nationalités différentes, le sort déterminera les nationalités auxquelles devront appartenir les jurés et qui seront obligatoirement celles de six des accusés.

Dans le cas où il n'existe pas de liste spéciale pour la nation à laquelle appartient l'accusé, celui-ci peut désigner celle des listes nationales prévues par l'article 186 nouveau du Code de procédure criminelle sur laquelle il désire que soient tirés au sort les membres du jury qui, en vertu des dispositions précédentes, devraient avoir la même nationalité que lui. Vingt jours au moins avant l'ouverture

de la session, le président lui adresse notification d'avoir à lui faire connaître son choix dans le délai de quarante-huit heures après cette notification. Faute par l'accusé d'user de ce droit dans ce délai, le jury est composé de six membres de nationalités différentes tirés au sort sur la liste générale des jurés dans les conditions fixées aux articles 200 et suivants du Code de procédure criminelle.

Article 16

Les magistrats et les jurés délibèrent ensemble sur la culpabilité de l'accusé. Leur décision à ce sujet est prise à la majorité des voix.

L'application de la peine est faite par les magistrats seuls, leur décision étant prise à la majorité.

Article 17

Les jugements rendus par le tribunal criminel sont susceptibles de recours devant la cour d'appel, mais seulement pour incompétence, excès de pouvoir, omission des formes légales substantielles, violation des droits de la défense, défaut de motifs, fausse application, fausse interprétation ou violation de la loi.

Ce recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans le délai de quinze jours francs à compter du prononcé du jugement.

Lorsque la cour d'appel infirme la décision qui lui a été déférée, elle renvoie l'affaire à une audience ultérieure, aussi rapprochée que possible, pour être jugée par la même cour qui s'adjoint un nouveau jury comprenant exclusivement des membres n'ayant pas siégé au tribunal criminel.

Ce nouveau jury est composé et tiré au sort conformément aux dispositions de l'article 15 du présent dahir.

SECTION V

Le Tribunal de Paix et de Simple Police

Article 18

Le tribunal de paix et de simple police est composé d'un juge unique désigné chaque année par l'Assemblée générale des magistrats et qui reçoit le titre de „président du tribunal de paix et de simple police”.

Article 19

Lorsque l'encombrement du rôle du tribunal de paix et de simple police l'exige, l'Assemblée générale des magistrats peut désigner pour second le juge unique prévu à l'article précédent, un magistrat du tribunal de première instance, ou, en cas de nécessité absolue, soit un avocat inscrit au tableau de l'ordre de Tanger, soit un notable présentant toute garantie d'honorabilité et de capacité. Ce dernier a droit à une rémunération dont le montant sera fixé par une loi.

SECTION VI

Le Parquet

Article 20

Le parquet est composé de deux procureurs qui exercent l'action publique et sont les chefs de la police judiciaire.

Il représente, par délégation de Notre Majesté, l'administration de la zone auprès de la juridiction internationale.

Le ministère public adresse tous réquisitoires utiles au juge d'instruction en vue de l'ouverture, de la marche et de la clôture des informations judiciaires. Il a qualité pour former opposition aux ordonnances du juge d'instruction.

Article 21

A tour de rôle, en commençant par le plus ancien, et, en cas d'égale ancienneté, par le plus âgé, chacun des deux procureurs représente pendant un an, avec le titre de chef du parquet, le ministère public auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la zone de Tanger.

Ces deux magistrats s'entendent sur la répartition des affaires entre eux et la représentation du parquet auprès de la cour d'appel, des deux sections du tribunal de première instance, de la chambre des mises en accusation et du tribunal criminel. En cas de difficulté à ce sujet, l'assemblée générale des magistrats prend toute décision utile.

Article 22

Les deux procureurs se remplaceront mutuellement et de plein droit en cas d'absence, de maladie ou d'empêchement de l'un d'eux.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement des deux procureurs à la fois, l'assemblée générale des magistrats désigne un magistrat du siège pour remplir leurs fonctions par intérim.

Article 23

Le Président de la Cour d'Appel et le Chef du Parquet doivent être de nationalités différentes. Si, par application des dispositions des articles précédents, l'éventualité d'une attribution de ces deux postes à des Magistrats de même nationalité se présentait, le choix serait fait en faveur du Président de la Cour d'Appel.

Article 24

Les fonctions du ministère public près le tribunal de paix et de simple police sont exercées, sous le contrôle et l'autorité du parquet, par un commissaire de police, désigné par l'administrateur de la zone et agréé par le chef du parquet.

Article 25

L'administrateur adjoint chargé des services judiciaires, agissant au nom de l'administrateur, peut demander au chef du parquet des renseignements et, le cas échéant, lui adresser des recommandations.

L'administrateur de la zone devra en informer le comité de contrôle.

Les procureurs doivent tenir compte dans leurs réquisitions écrites des recommandations de l'administrateur adjoint mais peuvent verbalement à l'audience présenter et soutenir leurs opinions personnelles.

SECTION VII

**Exécution des décisions judiciaires — Revision
Mesures gracieuses**

Article 26

L'exécution des jugements et arrêts en matière pénale appartient au parquet.

L'administrateur adjoint de la zone chargé des services judiciaires veille à l'exécution de ces jugements et arrêts. A cet effet il en reçoit un extrait et est tenu au courant de leur exécution par le parquet. Il peut attirer l'attention de ce dernier sur des carences ou des manquements dans cette exécution.

Article 27

Notre Majesté Chérifienne conserve le droit de remettre ou de commuer en peines plus légères les peines criminelles, correctionnelles ou de police prononcées par la juridiction internationale. Les décisions gracieuses interviennent sur l'avis du président de la cour d'appel, du magistrat du parquet qui a connu de l'affaire, et de l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires.

Le recours est présenté par le condamné par l'intermédiaire de son avocat, à la direction des services judiciaires qui le transmet au chef du service du parquet pour que soient recueillis les avis prévus ci-dessus.

Article 28

Eu égard au caractère de la juridiction internationale de Tanger, les jugements définitifs, ainsi que les commissions rogatoires, des tribunaux des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont exécutoires de plein droit dans la zone de Tanger à l'encontre des justiciables de cette juridiction, à condition que ces décisions ne soient pas contraires à l'ordre public de la zone.

Toutefois, en ce qui concerne les jugements, une demande d'exequatur devra être présentée à la cour d'appel.

L'assemblée générale des magistrats détermine, dans un règlement, les conditions de vérification de l'authenticité et de la régularité des jugements et commissions rogatoires d'après les lois du pays où ils ont été rendus.

SECTION VIII

L'Assemblée Générale des Magistrats

Article 29

Les quatorze magistrats composant la juridiction internationale se réunissent en assemblée générale au moins une fois tous les trois mois et plus souvent si cela est nécessaire.

Les deux procureurs peuvent exprimer leur opinion sur toutes les questions, mais n'ont pas le droit de vote.

Cette assemblée désigne, parmi ses membres, dans les conditions qu'elle détermine, un délégué qui préside ses réunions, la convoque chaque fois qu'il le juge utile et représente la juridiction internationale auprès des autorités, des administrations publiques et des différents organismes de la zone.

Article 30

Chaque année, dans la première semaine du mois d'octobre, cette assemblée effectue entre ses membres, à l'exception des deux procureurs et des deux magistrats permanents de la cour d'appel, l'attribution, dans les conditions fixées par le présent dahir, des fonctions de juges non permanents à la cour, de président, vice-président, juge d'instruction et juges au tribunal de première instance et de président du tribunal de paix et de simple police. Elle veille, en outre, à l'exécution des dispositions de l'article 8 du présent dahir, relatives à la présidence de la cour d'appel.

En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque d'un magistrat du siège ou du parquet, cette assemblée se réunit sans délai et, au besoin, d'office, pour désigner un remplaçant provisoire au magistrat empêché.

Article 31

Outre les attributions qui lui sont dévolues par les autres dispositions du présent dahir, l'assemblée générale des magistrats assume les fonctions suivantes:

elle fixe les jours et heures des audiences du tribunal de paix et de simple police, du tribunal de première instance et de la cour d'appel, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux du secrétariat-greffe et de l'interprétariat;

elle veille à la bonne organisation intérieure de la juridiction internationale et à la discipline des magistrats; détermine le costume et les insignes que doivent porter ces derniers dans l'exercice de leurs fonctions; fixe, en considération des nécessités du service, l'ordre et la durée des congés des magistrats et prend toute décision utile à ce sujet;

elle organise, si les conditions de bon fonctionnement de la juridiction le permettent, un service de vacations;

elle effectue, dans les conditions prévues par le statut du personnel du secrétariat-greffe et de l'interprétariat, les nominations, promotions et avancement de ce personnel et exerce sur celui-ci, dans les mêmes conditions, l'action disciplinaire; aux réunions de l'assemblée générale des magistrats relatives à ces objets participe l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires; celui-ci peut exprimer son opinion sur toutes les questions, mais n'a pas le droit de vote;

elle prépare, avec la même participation de l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires, le budget de la juridiction internationale;

elle effectue, dans la limite des crédits budgétaires, l'achat des ouvrages de droit, des périodiques et des fournitures de bureaux nécessaires, ainsi que la nomination des chaouchs, concierges et hommes de peine.

Article 32

Les décisions de l'assemblée générale des magistrats sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, celle du magistrat le plus ancien à la juridiction internationale et, en cas d'ancienneté égale, celle du magistrat le plus âgé est prépondérante.

SECTION IX

Le Secrétariat-Greffe et l'Interprétariat

Article 33

Le service du secrétariat-greffe de la juridiction internationale est dirigé, sous l'autorité de cette juridiction, par un secrétaire-greffier en chef, assisté de six secrétaires-greffiers, ainsi que de secrétaires-greffiers adjoints, commis-greffiers, commis-greffiers adjoints et dames-employées dont le nombre sera fixé par une ordonnance du comité de contrôle portant statut du personnel du secrétariat-greffe.

Article 34

Les agents du secrétariat-greffe doivent appartenir à l'une ou l'autre des nationalités visées au deuxième paragraphe de l'article 3 du présent dahir.

Le secrétaire-greffier en chef et les six secrétaires-greffiers sont nommés et, le cas échéant, licenciés ou révoqués par dahir de Notre Majesté, sur la proposition de l'assemblée générale des magistrats et à la demande du comité de contrôle. Les autres agents sont nommés par ordonnance du comité de contrôle sur proposition de l'assemblée générale des magistrats.

Article 35

Le service du secrétariat-greffe assure le secrétariat de la cour d'appel, du tribunal de première instance, du tribunal de paix et du parquet.

Il comprend en outre:

un bureau de notifications et d'exécutions judiciaires;

un bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires;

un bureau du notariat;

la caisse judiciaire.

L'attribution entre les agents du secrétariat-greffe des fonctions incombant à ce service fait l'objet de décisions de l'assemblée générale des magistrats.

Article 36

Le personnel du bureau des notifications et d'exécutions judiciaires est chargé de faire les sommations, mises en demeure, constats, profêts et autres actes judiciaires. Il procède en outre à l'exécution de toutes les décisions de la juridiction internationale jusqu'à et y compris la vente des meubles ou immeubles saisis.

Article 37

Le personnel du bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires assure les fonctions de syndic des faillites, liquidateur judiciaire, liquidateur de sociétés, séquestre des biens litigieux, curateur à succession vacante et, d'une manière générale, toutes missions de gestion, de liquidation ou de conservation n'entrant pas dans les attributions notariales.

La juridiction internationale peut en outre adjoindre aux agents de ce bureau d'autres mandataires dans les cas où l'intervention de techniciens sera jugée nécessaire.

Article 38

En cas d'absence ou d'empêchement, un agent des secrétariats, des bureaux ou de la caisse visés à l'article 35 pourra être remplacé temporairement, s'il est nécessaire, par décision de l'Assemblée générale des magistrats qui désignera un agent d'un autre secrétariat ou d'un autre bureau,

Article 39

Le bureau du notariat sera chargé de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et d'en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des expéditions.

L'organisation de ce bureau et les conditions dans lesquelles seront reçus les actes notariés et délivrées des expéditions et des copies de ces actes seront fixées par une ordonnance du comité de contrôle.

Le fonctionnement du bureau du notariat est placé sous la surveillance des magistrats du parquet, sans préjudice des dispositions de l'article 43 ci-dessous.

Article 40

En cas de nécessité, l'Assemblée générale des magistrats peut, sur la proposition du secrétaire-greffier en chef, et dans la limite des crédits budgétaires, recruter des agents auxiliaires et des agents temporaires.

Article 41

Un interprète judiciaire pour la langue arabe, attaché à la juridiction internationale, est nommé par dahir de Notre Majesté sur la proposition de l'Assemblée générale des magistrats et à la demande du comité de contrôle.

Un interprète judiciaire adjoint est nommé par ordonnance du comité de contrôle sur la proposition de l'assemblée générale des magistrats.

Article 42

Le statut prévu à l'article 33 ci-dessus déterminera les conditions de recrutement et d'avancement, ainsi que le mode d'établissement des traitements et les règles de discipline des agents du secrétariat-greffe et de l'interprétariat.

Article 43

L'administrateur adjoint chargé des services judiciaires peut, lorsqu'il le juge nécessaire, demander à l'assemblée générale des magistrats tous renseignements utiles concernant le fonctionnement du secrétariat-greffe et de l'interprétariat et, le cas échéant, faire à ce sujet toutes recommandations à cette assemblée.

SECTION X

Les Avocats

Article 44

Les avocats de la zone de Tanger ont le droit de consultation et de plaidoirie. Ils représentent leurs clients devant la juridiction internationale et présentent, en leur nom, tous mémoires, requêtes et conclusions utiles sans qu'une procuration spéciale ne leur soit nécessaire.

Ils ne peuvent toutefois, sans procuration spéciale, dénier l'écriture, compromettre ou transiger, accepter des offres, aveux ou consentements, déférer ni référer le serment et, d'une manière générale, faire tous actes comportant l'abandon ou la reconnaissance d'un droit.

Article 45

Le droit d'exercer la profession d'avocat dans la zone de Tanger ne s'acquiert que par l'inscription au tableau des avocats près la juridiction internationale.

Toutefois, les avocats régulièrement inscrits et jouissant d'un droit d'audience près un tribunal ou une cour de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras sont admis à plaider devant la juridiction internationale après avoir obtenu l'autorisation du président du tribunal ou de la cour ayant à connaître de l'affaire au sujet de laquelle ils désirent être entendus. Mais ces avocats ne pourront accomplir devant cette juridiction les actes de la procédure écrite comme mandataires de leurs clients.

Article 46

Le tableau des avocats est établi et arrêté chaque année par les soins du bâtonnier et du conseil de l'ordre.

Article 47

Nul ne peut être inscrit au tableau des avocats près la juridiction internationale s'il:

n'est ressortissant de l'une des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras;

ne remplit toutes les conditions de capacité et autres exigées par la législation de l'Etat dont il est ressortissant pour être admis à l'un des barreaux de cet Etat;

n'a, dans la zone de Tanger, un domicile et une résidence effectifs;

ne justifie avoir, pendant trois ans au moins, exercé la profession d'avocat près un tribunal ou une cour de l'Etat dont il est ressortissant, ou effectué un stage, soit dans les conditions prescrites par la législation de cet Etat pour être inscrit à un barreau, soit dans les conditions prescrites par le règlement du barreau de Tanger, auprès d'un avocat inscrit à ce barreau; est assimilé au stage l'exercice effectif de fonctions judiciaires, en tant que magistrat, ou de fonctions d'enseignement dans une faculté ou une école de droit, en tant que professeur ou chargé de cours.

Article 48

Tous les avocats près la juridiction internationale forment un seul barreau. Celui-ci est administré par le conseil de l'ordre, composé de neuf membres élus pour deux ans par l'ensemble des avocats et représentatif, autant que possible, des différentes nationalités de ces derniers. Le conseil élit, dans son sein, le bâtonnier de l'ordre.

Article 49

Le règlement du barreau est établi par le conseil de l'ordre et approuvé par l'assemblée générale des magistrats.

Article 50

Le conseil de l'ordre exerce l'action disciplinaire sur les stagiaires et les avocats inscrits au tableau.

Article 51

Toute décision du conseil de l'ordre relative à une demande d'admission au stage ou d'inscription au tableau, à une plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit, ou à une question disciplinaire est susceptible de recours devant la cour d'appel composée des trois magistrats siégeant à ladite cour et, en outre, du président et du vice-président du tribunal de première instance.

Ce recours est ouvert soit à l'intéressé, soit au parquet et doit être exercé dans le délai de quinze jours à compter de la notification, par le bâtonnier de l'ordre, de la décision contestée.

Toute décision du conseil de l'ordre relative à l'un des objets visés au paragraphe premier du présent article doit être notifiée au parquet par le bâtonnier de l'ordre.

Toute plainte contre un stagiaire ou un avocat inscrit doit obligatoirement être communiquée au parquet qui a le droit d'impartir au conseil de l'ordre un certain délai pour statuer à son sujet et lui notifier la décision à intervenir. L'absence de notification d'une décision, dans ce délai, par le bâtonnier, équivaut, de la part du conseil de l'ordre, à une décision implicite de rejet contre laquelle le parquet peut exercer le recours prévu au deuxième paragraphe du présent article.

SECTION XI

Dispositions générales

Article 52

La justice est rendue par la juridiction internationale de Tanger au nom de Notre Majesté Chérifienne.

Article 53

La juridiction internationale de Tanger applique les codes, dahirs et lois spécialement promulgués pour la zone, ainsi que les conventions internationales relatives à cette zone.

En cas de contradiction entre les dispositions de ces codes, dahirs et lois, d'une part, et celles du présent dahir, d'autre part, ces dernières prévauront.

Article 54

Les langues judiciaires sont le français et l'espagnol, les jugements et actes du greffe étant rédigés ou établis en l'une ou l'autre de ces langues, au choix des magistrats, s'il s'agit de jugements, et du secrétaire-greffier en chef, s'il s'agit d'actes du greffe, chaque partie pouvant aussi se servir du français ou de l'espagnol dans la rédaction de ses requêtes et pièces de procédure.

Les notifications et sommations faites en français ou en espagnol sont valables encore que la partie à laquelle elles sont signifiées prétende ignorer la langue dans laquelle elles sont rédigées. Mais

cette partie est en droit de demander au secrétariat-greffe que lesdites notifications et sommations soient traduites par un expert et à ses frais.

Les plaidoiries sont prononcées en espagnol ou en français, sauf le cas où le président autoriserait l'emploi d'une autre langue.

Article 55

Est abrogé Notre dahir du 16 février 1924 (10 rejeb 1342), amendé par Notre dahir du 26 décembre 1928 (13 rejeb 1347).

Article 56

Le présent dahir entrera en vigueur à compter de la date de sa publication au *Bulletin officiel* de la zone de Tanger.

Si l'une des puissances ayant droit à nommer un magistrat n'a pas effectué cette nomination dans un délai de six mois à partir de ladite date, un magistrat de nationalité différente pourra être nommé à sa place à titre provisoire par décision du comité de contrôle statuant à une majorité des deux tiers des voix.

Fait à Rabat, le 27 ramadan 1372-(10 juin 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution:

Rabat, le 22 juillet 1953.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.*

II

DAHIR DU 10 JUIN 1953 (27 RAMADAN 1372) RELATIF A L'ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DE LA ZONE DE TANGER

LOUANGE A DIEU SEUL!

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne
a décidé ce qui suit:

Article premier

La zone de Tanger est administrée conformément aux dahirs en vigueur relatifs à l'administration de la zone et, notamment, au dahir du 16 février 1924 (10 rejeb 1342), sous réserve des modifications ci-après.

Article 2.

La composition de l'assemblée législative internationale visée au chapitre III du dahir du 16 février 1924 (10 rejeb 1342) organisant l'administration de la zone de Tanger, sera fixée en considération du nombre des ressortissants, du chiffre du commerce général, des intérêts immobiliers et de l'importance du trafic à Tanger des différentes puissances signataires de l'Acte d'Algésiras.

A titre provisoire sa composition actuelle est maintenue, sous réserve de l'adjonction de deux membres italiens supplémentaires.

Les consulats n'ayant qu'un seul représentant peuvent désigner un suppléant qui remplace le titulaire en son absence.

Le Mendoub, chef de la communauté, marocaine, est assisté dans la présidence de l'assemblée de vice-présidents qui le suppléent en cas d'absence ou d'empêchement.

Les fonctions de vice-président sont assurées à tour de rôle par les représentants des divers consulats.

Les puissances représentées à l'assemblée par trois membres au moins ont droit chacune à un vice-président. Les autres puissances peuvent se grouper et présenter à l'assemblée un vice-président choisi parmi leurs nationaux.

Le comité de contrôle peut, à tout moment, par ordonnance motivée prise à la majorité des deux tiers du nombre total de ses membres, statuer sur les matières qui, aux termes du statut, entrent dans les attributions de l'assemblée législative. Les ordonnances ainsi rendues sont promulguées, publiées et exécutées de la même manière que les actes correspondants de l'assemblée.

Article 3

L'administrateur de la zone est de nationalité belge, néerlandaise, portugaise ou suédoise. Il exécute les décisions du comité de contrôle et de l'assemblée législative, dirige l'administration et est responsable du maintien de l'ordre public.

L'administrateur est assisté de quatre administrateurs adjoints:

l'administrateur adjoint chargé des affaires marocaines, de nationalité française;

l'administrateur adjoint chargé des services d'hygiène, d'assistance et du travail, de nationalité espagnole;

l'administrateur adjoint chargé des finances, de nationalité britannique;

l'administrateur adjoint chargé des services judiciaires, de nationalité italienne,
et de:

l'ingénieur chef des travaux publics d'Etat, de nationalité française;

l'ingénieur chef des travaux publics municipaux, de nationalité espagnole.

L'administrateur, les administrateurs adjoints et les ingénieurs sont nommés par Notre Majesté Chérifiennne sur la proposition du comité de contrôle à qui ils sont présentés par leur consul respectif.

Le mandat de l'administrateur a une durée de trois ans; il n'est pas renouvelable. Les mandats des administrateurs adjoints et des ingénieurs ont une durée de cinq ans et sont renouvelables.

Article 4

Les stipulations du statut relatives à la gendarmerie et à la police de la zone, visées à l'alinéa premier de l'article 5 du dahir du 22 septembre 1945 (15 chaoual 1364), demeurent abrogées.

La sécurité de la zone est assurée par une police générale et une police spéciale placées l'une et l'autre sous les ordres directs de l'administrateur de la zone, seul responsable de l'ordre public.

La police générale est commandée par un officier de police de nationalité belge, néerlandaise, portugaise ou suédoise; il est présenté à l'agrément du comité de contrôle par son consul.

Le chef de la police générale est assisté d'un chef adjoint français, de commissaires civils et militaires, choisis parmi les ressortissants des puissances signataires de l'Acte d'Algésiras. Le commissaire, chef de la sûreté, est de nationalité britannique.

Ces agents présentés par leur consul respectif à l'agrément du comité de contrôle sont placés dans le cadre des fonctionnaires de l'administration internationale.

Le commandant de la police spéciale est de nationalité espagnole; il est présenté à l'agrément du comité de contrôle par son consul.

Les chefs des deux polices nommés par dahir de Notre Majesté, relèvent directement de l'administrateur de la zone; la distribution des fonctions n'implique aucune différence hiérarchique entre eux.

Article 5

Le dahir du 22 septembre 1945 (15 chaoual 1364) portant organisation de l'administration de la zone de Tanger est abrogé à l'exception des dispositions de ses articles 2, 6, 8 et 10.

Fait à Rabat, le 27 ramadan 1372-(10 juin 1953).

Vu pour promulgation et mise à exécution:

Rabat, le 3 juillet 1953.

Le commissaire résident général,

GUILLAUME.

Uitgegeven de *drie en twintigste* December 1953.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. W. BEYEN.